

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 558

Juillet-Octobre 2025

62^e année -1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CAD

DANS CE NUMERO

- Riposte de classe aux attaques capitalistes!
- Oraison funèbre des sans-voix pour un député bourgeois
- Tchéquie. Elections les 3 et 4 octobre 2025
- Espagne. Tentative de pogrom à Torre Pacheco
- Pas de mobilisation au Venezuela pour la « défense de la patrie » !
- L'objectif du prolétariat palestinien n'est pas une impossible « patrie palestinienne »
- Révoltes au Maroc.
- La Tunisie 15 ans après
- Explosion sociale à Madagascar

Le plan Trump pour Gaza: écrasement éternel des Palestiniens

Après avoir pendant des mois non seulement laissé faire et permis les massacres, la famine et les destructions à Gaza par un flot continu d'armements, mais les avoir **encouragés** avec sa perspective d'expulser la population gazaouie pour construire sur les ruines une Riviera (avec l'argent des pays du Golfe), après avoir refusé obstinément tout cessez-le-feu, Trump claironne maintenant avoir jeté les bases d'une «*paix éternelle*» avec son plan. Les premiers effets concrets sont visibles: arrêt des bombardements, libération des otages israéliens et d'un certain nombre de prisonniers palestiniens, autorisation de l'aide humanitaire.

Mais s'ils ne sont plus massacrés par les bombardements et les tirs israéliens, les Palestiniens de Gaza sont toujours dans une situation désespérée, condamnés à errer parmi les ruines sur un territoire où toutes les infrastructures et les services de base ont été systématiquement détruits, où les terres

(Suite en page 15)

Crise politique et lutte de classe

Après le gouvernement Barnier, le gouvernement Bayrou, le gouvernement Lecornu 1 (le plus court de l'histoire car disparu avant même d'entrer officiellement en fonction), voici venu le gouvernement Lecornu 2. La crise politique découlant de l'incapacité de l'exécutif de s'assurer une majorité solide au parlement pour entériner ses décisions politiques est ainsi devenu manifeste; mais elle remonte en fait aux dernières élections législatives qui avaient été marquées par la très forte progression du Rassemblement National au premier tour, mais son échec à remporter la majorité au second face à la coalition électorale droite-gauche (dite «Front républicain»).

Il est important de souligner que cette situation n'a pas empêché le fonctionnement régulier de l'Etat, le parlement n'étant pas le lieu où s'élaborent et se décident ses orientations politiques, comme le voudrait la mythologie démocratique selon laquelle c'est là où s'exprime la «souveraineté populaire». Historiquement le parlement a perdu le rôle qu'il avait après la venue au pouvoir des bourgeoisies, pour devenir de plus en plus, au fur et à mesure du renforcement de la machine étatique, une simple chambre d'enregistrement de décisions prises par les cercles capitalistes les plus influents. Il s'ensuit que la conquête du parlement n'est pas un moyen que le prolétariat peut utiliser pour son émancipation; le centre du pouvoir politique bourgeois se trouve dans l'Etat, c'est donc lui qu'il faut frapper et détruire. Il serait cependant absurde de penser que le parlement n'a plus qu'un rôle «décoratif», qu'il n'est plus qu'une fiction, comme par exemple l'Assemblée Nationale Populaire Chinoise. C'est encore un lieu où agissent des lobbys divers, où se nouent des tractations entre grou-

(Suite en page 2)

Il y a un siècle, la guerre du Rif La lutte contre une guerre coloniale

Aujourd'hui passée sous silence comme tant d'autres épisodes des guerres coloniales françaises, la guerre du Rif constituait au siècle dernier une étape importante de la domination française sur le Maroc. Mais si les rebelles du Rif furent finalement vaincus par les troupes coalisées de l'Espagne et de la France, supérieures en nombre, dotées d'armements les plus modernes (aviation) et n'hésitant pas à l'utilisation des gaz asphyxiants qui avaient été expérimentés lors de la guerre mondiale, ils annonçaient les futurs combats qui quelques décennies plus tard allaient abattre le colonialisme. D'autre part la guerre du Rif déclencha une puissante campagne de dénonciation et de mobilisation du PC à l'opposé du positions chauvines et pro-impérialistes qui seront alors celles du PCF après que la victoire de la contre-révolution dite stalinienne

fit des partis « communistes » des défenseurs de l'ordre établi.

*

A peine la conquête de l'Algérie achevée, les milieux colonialistes français se mirent à lorgner sur le Maroc voisin. Mais leur poussée multiforme se heurtait aux appétits des puissances européennes concurrentes attirées par

(Suite en page 8)

L'objectif du prolétariat palestinien n'est pas une impossible « patrie palestinienne », mais la lutte de classes qui unit les prolétaires au-delà des divisions nationales

– Voir notre article page 11 –

Crise politique et lutte de classe

(Suite de la page 1)

pes bourgeois, etc.

Surtout le système démocratique joue un rôle fondamental de conservation sociale. En donnant l'illusion qu'il serait possible grâce au simple bulletin de vote de modifier la politique suivie par l'Etat, il oppose efficacement la voie parlementaire à la voie difficile et risquée de la lutte ouverte, classe contre classe. Après les grandes luttes de 1968 les partis unis de gauche opposaient au slogan de l'extrême-gauche barricadière «une seule solution, la révolution!», le sage slogan électoraliste : «une seule solution, le programme commun!». Aujourd'hui la plus du tout «extrême»-gauche s'est convertie à l'électoralisme et ne parle plus de révolution...

LES ORGANISATIONS COLLABORATIONNISTES ET RÉFORMISTES PILIERS DE LA STABILITÉ SOCIALE

En acceptant le *report* de la réforme des retraites comme le demandait particulièrement la CFDT (qui a crié victoire) Lecornu a évité la censure de son gouvernement. Au-delà de cette alliance de fait avec le PS lors de ce vote au parlement, les derniers mois ont montré une nouvelle fois le rôle antiprolétarien de défense de la paix sociale joué par les organisations syndicales collaborationnistes regroupées dans l'Intersyndicale. Comme nous l'avons relevé, cette dernière (que la CFDT avait rejointe), s'est employée à empêcher toute lutte réelle contre le projet de budget de Bayrou, d'abord en y répondant par une pétition, puis en s'opposant à l'appel lancé sur les réseaux sociaux à «bloquer tout» le 10 septembre; et face à l'écho croissant de cet appel, en organisant une traditionnelle journée d'action le 18 pour reprendre le contrôle d'une mobilisation qui risquait de lui échapper. Devant le succès notable de cette journée en nombre de manifestants (500 000 contre 200 000 le 10 de source policière, 1 million contre 250 000 selon la CGT) comme en termes d'arrêts de travail, l'Intersyndicale appelait à une nouvelle journée d'action pour le 2 octobre. Mais sans véritable perspective, la mobilisation était en nette baisse (195 000 manifestants selon la police, «près de» 600 000 selon la CGT) comme le nombre de grévistes.

L'Intersyndicale ayant réussi à étouffer la mobilisation des prolétaires sans trop de difficultés, il n'était évidemment pas question de relancer le com-

bat. Comme le déclara ingénument Sophie Binet, dirigeante de la CGT : «notre objectif c'est pas de faire tomber Emmanuel Macron, on n'a rien contre lui, on a besoin d'ailleurs d'un président qui préside à l'échelle internationale, au vu de la crise géopolitique (!)» (1). Dans un communiqué cette même CGT critiquait le «chaos constitutionnel» provoqué par la politique de Macron qui «risque de transformer une crise sociale et démocratique en crise de régime» alors que l'extrême droite menace la démocratie, les libertés et les droits sociaux. Conclusion: «il n'y aura pas de stabilité sans justice sociale» (2).

On comprend que ces amoureux de la stabilité et de l'ordre constitutionnel, voient d'un mauvais œil les luttes prolétariennes véritables qui, si elles sont victorieuses, portent des coups à la stabilité sociale et peuvent bien déboucher – horreur! – sur une crise de régime. Les positions antiprolétariennes qui s'expriment sans fard dans ce genre de déclarations ou dans l'acceptation pressentie des concertations envisagées par Lecornu sont le résultat inévitable de la nature collaborationniste d'organisations dont les appareils sont intégrés dans le réseau capillaire de la conservation sociale bourgeoise.

Les groupes soi-disant révolutionnaires qui prétendent, comme «Révolution Permanente», les pousser à adopter des «plans de bataille» pour mener les luttes égarent les prolétaires; le remède aux orientations défaitistes de ces

organisations ne réside pas dans l'élaboration d'un quelconque plan de bataille, mais dans l'**organisation indépendante de classe**, en rupture avec les pratiques et les politiques de collaboration de classe.

Face à la servilité des directions syndicales et des socialistes, l'attitude intransigeante de LFI contre Macron peut séduire. A condition de ne pas voir que cette intransigeance ne s'exprime que dans le cadre de la défense de la «démocratie» et du «respect des institutions». En centrant son activité sur le recours aux «formes que notre démocratie parlementaire permet» (3) (motion de censure, motion de destitution de Macron), c'est-à-dire sur une action au parlement, LFI essaye de redonner une crédibilité au système électoral et parlementaire dont nous avons vu qu'il ne servait que l'ordre bourgeois.

Contre les uns comme contre les autres, il n'existe en réalité qu'une seule voie sûre pour les prolétaires face aux attaques que promet Lecornu après Bayou: la reprise de la lutte de classe, non pour défendre les institutions, la stabilité ou l'ordre constitutionnel, mais pour la défense exclusive des intérêts prolétariens. Puisse alors la crise politique se transformer vraiment en crise sociale!

(1) Déclaration du 28/09/2025, lamontagne.fr

(2) Communiqué du 6/10/2025

(3) <https://melenchon.fr/2025/10/06/un-moment-sans-precedent/>

Riposte de classe aux attaques capitalistes !

Le plan gouvernemental d'économies budgétaire de plus de 43 milliards d'euros annoncé par Bayrou cet été avec l'objectif affiché de diminuer l'endettement du pays, constitue une série d'**attaques anti-prolétariennes** : elles vont d'une nouvelle « réforme » des indemnités chômage, une baisse des pensions de retraite et des prestations sociales, des attaques sur le système de santé, la diminution des emplois dans la fonction publique à la suppression de 2 jours fériés pour « remettre le pays au travail » (!), etc. Toutes ces mesures n'étant qu'un « préambule » avant des « réformes de fond » (comprendre des attaques bien plus massives). En même temps, pas question de remettre en cause la hausse sans précédent des dépenses militaires ni les subventions aux entreprises ou la suppression de l'impôt sur les grandes

fortunes ! Ce plan répond aux desiderata du patronat qui considère qu'il s'agit d'« une première étape ». Le Medef a ainsi présenté le 29 août des propositions chocs pour « déverrouiller l'économie » en sabrant dans les mesures sociales (diminution des pensions de retraite, etc.), en diminuant encore les impôts payés par les entreprises, en supprimant plus d'un million de fonctionnaires, etc. Dans une situation économique difficile, marquée par l'aggravation de la concurrence internationale dont la hausse brutale des droits de douane est une conséquence, les capitalistes français comme leurs homologues des autres pays sont inévitablement poussés à accroître leurs attaques contre les prolétaires : c'est en effet de leur exploitation qu'ils tirent tous leurs profits. Les avantages sociaux autre-

Riposte de classe...

fois concédés pour maintenir la paix sociale sont maintenant considérés comme des entraves intolérables à faire disparaître au plus vite : la **guerre sociale** contre les prolétaires est la perspective promise par les bourgeois, de même que la guerre tout court sur les champs de bataille !

LES POMPIERS SOCIAUX A LA RESCOUSSE

Dès l'annonce du plan Bayrou les directions syndicales se sont évertuées à désamorcer le mécontentement et à prévenir toute lutte réelle. Pour « l'abandon immédiat » des mesures du plan, l'Intersyndicale a lancé... une pétition ! Puis quand l'initiative « *bloquons tout le 10 septembre* » a rencontré un écho grandissant, elle a ressorti une traditionnelle « *journée d'action* » pour le 18/9 afin de couper court à la mobilisation. La méthode a fait ses preuves quand la colère est trop forte : saucissonner les luttes, laisser les secteurs les plus combattifs isolés, appeler à des journées d'actions de loin en loin en prétendant « *construire un processus dans la durée* » (sic !) (communiqué CGT du 27/8) – c'est-à-dire miser sur l'épuisement inévitable des travailleurs. C'est ainsi que l'Intersyndicale a fait échouer toutes les grandes luttes des dernières années, à commencer par celle sur les retraites. De leur côté, les partis de gauche, à la suite de LFI, ont fini par se rallier publiquement à l'initiative, avec plus ou moins d'hésitations et de pruden- ces, partagés qu'ils sont entre la crainte de paraître « irresponsables » et celle de se retrouver en porte-à-faux par rapport à leur électorat. Les déclarations de LFI pour une grève générale ne doivent pas faire illusion; les Insoumis entendent comme les autres partis *recupérer* la mobilisation vers un objectif purement électoral et institutionnel : faire tomber le gouvernement par le vote d'une motion de censure qui déboucherait sur de nouvelles élections, en faisant miroiter la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche. Les prolétaires doivent se méfier de ces faux amis : l'expérience a démontré que les gouvernements de gauche ont toujours été les serviteurs zélés du capitalisme !

POUR UNE RIPOSTE DE CLASSE !

Les prolétaires ne sont pas condamnés éternellement à subir sans réagir les attaques des patrons et de l'Etat bourgeois : ils possèdent une force potentiellement formidable car c'est leur travail qui fait vivre le système capitaliste. Mais pour que cette force puisse

se concrétiser en une lutte véritable il est indispensable de rompre avec tous les valets du capitalisme qui les paralysent; qui les mènent en bateau en préconisant un « autre budget », une « autre politique », une « autre répartition des richesses », « un autre gouvernement » autrement dit en laissant intact le capitalisme à qui il suffirait d'appliquer des réformes plus ou moins importantes. Le capitalisme ne se réforme pas : **on le combat ou on s'y soumet !** Les prolétaires n'ont rien à défendre dans l'économie nationale dont les problèmes ne sont pas les leurs. Ils n'ont pas plus à accepter aujourd'hui des sacrifices pour résorber l'endettement ou pour améliorer la compétitivité des entreprises, que demain de verser leur sang pour défendre la nation. Il leur faut défendre exclusivement leurs **intérêts de classe** contre les bourgeois et le capitalisme, sans se laisser arrêter par les illusions démocratiques, pacifistes et nationalistes sur l'existence d'un « intérêt supérieur » soi-disant commun à toutes les classes du « peuple ». Il est impossible de s'en remettre aux organisations de l'Intersyndicale et aux partis qui diffusent ces illusions : ils sabotent toutes les luttes qui enfrei-

gnent la collaboration de classe et menacent la bonne santé de l'économie. Les prolétaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur leur détermination, sur leur combativité, sur leur capacité à s'organiser et à mener le combat avec les méthodes et les moyens classistes : grève la plus large possible, union dans la lutte de tous les prolétaires, hommes et femmes, jeunes et vieux, français et immigrés, avec ou sans emploi, pour des objectifs qui ne se limitent pas au retrait des mesures en projet ou à des manœuvres parlementaires, mais attaquent le système capitaliste lui-même.

Toute victoire sur ce terrain, même partielle et temporaire, ouvrira la perspective d'une lutte plus large, la lutte révolutionnaire pour abattre le capitalisme en union avec les prolétaires de tous les pays !

• **Pour la reprise et la généralisation de la lutte prolétarienne !**

• **Pour la reconstitution des organisations syndicales et du parti de classe !**

• **Pour la révolution communiste internationale !**

5/09/2025

Oraison funèbre des sans-voix pour un député bourgeois

Ils sont venus pleurer Olivier Marleix.

Ils ont salué un homme «sincère», un «républicain intègre», un «serviteur de l'Etat».

Nous, prolétaires, ne partageons ni leur deuil ni leur mémoire. Ce qu'ils pleurent, ce n'est pas un homme...mais une fonction, un rouage. Ils pleurent l'un des chiens de garde de l'ordre, un de ceux qui ont prêté serment à la machine capitaliste.

Ils pleurent un député, c'est-à-dire un gestionnaire, un illusionniste, un transmetteur de domination.

Ils nous disent : il a défendu la souveraineté industrielle.

Mais quelle est cette souveraineté ?

Celle des actionnaires, des conseils d'administration, de la bourgeoisie impérialiste.

Quand les ouvriers tombent, quand les usines ferment, quand les quartiers brûlent - où sont ces députés ?

Ils nous disent: il avait des convictions.

Mais nous n'en voyons qu'une, solide: sa croyance en la république bourgeoise, c'est-à-dire en l'Etat du capital.

Pas une république sociale, pas une république prolétarienne, mais la république du capital... et des casques de police.

Ils nous disent : il s'est opposé à Macron.

Mais dans le théâtre bourgeois, il faut toujours des acteurs pour que le spectacle continue.

Ce ne sont pas des adversaires, mais des

complices de scène.

Ils nous disent: c'était un homme droit. Mais droit devant quoi ?

Droit dans un hémicycle où les damnés de la terre ne s'assoient jamais.

Droit dans un appareil qui écrase, humilie, exploite- jour après jour, loi après loi.

De droite, certes...

mais pas en opposition à l'aile gauche de la bourgeoisie.

Il était simplement de l'autre côté de la même bande: celle qui promet des réformes pour sauver ce qui doit être détruit, celle qui propose une «nouvelle» république pour ressusciter l'ancienne.

Il était droit, bien droit... au garde-à-vous devant le seul vrai maître : le Capital.

Dans cet hémicycle, on ne s'assied pas pour renverser l'ordre - mais pour l'administrer ou l'embellir.

Certains préservent, d'autres accompagnent - tous obéissent.

Ils nous disent: il a disparu.

Mais ce n'est pas une disparition, c'est un remplacement, une transmission de fonction, une continuité. Un engrenage usé trop vite est remplacé par un autre. Le mécanisme de l'Etat ne s'arrête pas.

Ils voudraient nous faire chanter :

«*Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place*».

(Suite en page 5)

— Tchèque —

Peu importe qui remportera les élections les 3 et 4 octobre 2025, les vainqueurs seront la bourgeoisie et le capital.

Le prolétariat en fera les frais. Contre la farce électorale, pour le retour à la lutte des classes !

La démocratie bourgeoise n'est pas un terrain neutre, mais une forme de domination du capital. Les laquais parmi les experts et les petits boutiquiers ne font que jouer le jeu. Le vote n'est pas un moyen de défendre les intérêts des travailleurs, mais un mécanisme visant à les maintenir dans la passivité, à les lier à la politique de collaboration de classe, aux illusions de la politique personnelle et électorale, et à les détourner de la nécessité de leur propre réorganisation et de leur préparation à la lutte des classes.

Les deux blocs électoraux – SPOLU avec l'ODS à sa tête, STAN, les Pirates d'un côté, et les « souverainistes » avec l'ANO à leur tête, avec le SPD, les Motoristes et d'autres de l'autre – ne diffèrent que par leur style et leur rhétorique, et non par leur contenu politique. Le résultat sera le même : les travailleurs paieront pour la crise et la bourgeoisie continuera à engranger les profits.

La droite (ODS, démocrates-chrétiens, etc.) est responsable de toutes les attaques les plus virulentes contre les salaires, les retraites et les syndicats, ainsi que de la politique pro-sioniste et pro-israélienne soutenant l'extermination du peuple palestinien. Klaus 1994 : les syndicats ont perdu le droit d'arrêter de travailler pour des raisons de sécurité et de santé au travail ; Topolánek 2008 : augmentation de la période minimale de cotisation pour les retraites de 25 à 35 ans ; Nečas 2011-2012 : relèvement de l'âge de la retraite au-delà de 65 ans, deuxième pilier (épargne retraite privée), réformes anti-syndicales ; Fiala 2024-2025 : retour au relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans, « amendement flexible ».

La gauche (les sociaux-démocrates) n'a jamais repoussé de manière décisive ces attaques : Paroubek 2006 n'a pas modifié la réforme de Klaus de 1994 (après trois gouvernements de gauche précédents !) ; Sobotka 2017 a certes aboli le deuxième pilier, mais n'a mis fin à l'augmentation indéfinie de l'âge de la retraite que juste avant les élections (alors que l'ANO prônait un « modèle flexible basé sur l'espérance de vie »). Aucun gouvernement de gauche depuis 1991 – et il y en a eu cinq, plus un en

coalition avec l'ANO – n'a supprimé les restrictions sur les grèves : les limiter uniquement aux conflits concernant la signature de conventions collectives, les interdire dans les conflits concernant l'exécution d'accords déjà signés ou les salaires fixés par la loi, exiger un préavis et obliger les travailleurs à assurer le fonctionnement des services « vitaux ou de santé ».

L'ANO et les « souverainistes » promettent une « alternative », mais ils préserveront le cadre établi et ajouteront un programme qui divise : attaques contre les migrants, les minorités, les femmes et la protection de l'environnement. Après la chute de la social-démocratie corrompue (ÈSSD), le système se contente de deux blocs pour tromper le prolétariat.

Tout le cadre du « plébiscite » électoral — « démocratie et orientation pro-occidentale » contre « autoritarisme et orientation pro-russe » — est factice. Il ne s'agit que de la lutte entre deux factions de la bourgeoisie pour le contrôle du même État. Les médias exagèrent lorsqu'ils parlent d'un « choc des civilisations », afin de dissimuler la réalité de la précarisation de l'emploi, de la hausse des prix, de la détérioration des services sociaux et de santé, et de la véritable baisse du niveau de vie.

L'État maintient la paix sociale de deux manières : d'une part, par des subventions et des prestations sociales qui atténuent le mécontentement des masses laborieuses ; d'autre part, par des sinécures qui lui permettent de s'attacher l'appareil syndical et les dirigeants réformistes, afin qu'ils agissent comme des agents fiables de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

La démocratie absorbe tout, même les anciens « extrémistes ». Elle a de la place pour tout, sauf pour la lutte de classe indépendante. La politique bourgeoise repose sur la division du prolétariat : attaques contre les immigrés, les minorités, les femmes et militarisation des quartiers sous prétexte d'une prétendue criminalité.

L'État bourgeois, dans le rôle du « bon flic », recherche l'intégration positive, la collaboration de classe, une forme démocratique de participation ; dans

le rôle du « mauvais flic », il utilise la main de fer, les attaques contre les prolétaires étrangers, contre les femmes qui se rebellent contre les emplois mal payés et contre le « deuxième travail » à la maison, où elles préparent gratuitement la nouvelle génération de main-d'œuvre à l'exploitation, contre les minorités, semant la division... Dans les deux cas, l'objectif est de détourner la colère prolétarienne des véritables coupables : le capital et son État.

Lors des élections des 3 et 4 octobre 2025, le prolétariat n'a rien à gagner. Il ne s'agit pas du « moindre mal », mais du choix du gardien de la même prison. Mais il ne s'agit pas seulement de l'inexistence « formelle » d'alternatives : les élections démocratiques sont une farce anesthésiante.

L'abstention électorale de classe, anticapitaliste et donc révolutionnaire, n'est pas une attitude passive, mais un rejet politique actif du cirque électoral, combiné à un travail politique visant à relancer la lutte des classes : un travail visant à reconstruire l'associationisme ouvrier de classe, à utiliser les moyens organisationnels et matériels de la grève comme outil fondamental de la lutte ouvrière, à développer les activités sur les lieux de travail et dans la rue, tant contre les représentants du collaborationnisme de classe au sein de la classe ouvrière elle-même que contre la répression.

Un tel travail serait totalement vain sans une orientation anticapitaliste et de classe claire, et sans la préparation d'un parti communiste de classe, en contact avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne contre le capitalisme et l'oppression bourgeoise.

Cette orientation exclut logiquement tout front avec la bourgeoisie, même démocratique, « de gauche » ou « anti-impérialiste ».

- Contre la farce électorale !
- Pour la reprise de la lutte des classes !
- Deux blocs électoraux, un seul patron : le capital !
- Pour l'unité du prolétariat au-delà des divisions sectorielles, nationales et raciales !

17/09/2025

Strana a trída I.
Strana a trída v
marxistické doktrína
(Brožura c. 1 - Kveten 2025,
formát A5; 48 stran;
cena 90 Kc / € 2)

— Espagne —

Tentative de pogrom et ratonnades contre les travailleurs immigrés à Torre Pacheco. Une seule issue : la lutte de classe, par-dessus toutes les divisions nationales, ethniques ou raciales.

Une « explosion raciste » a eu lieu à Torre Pacheco (région de Murcie), après plusieurs semaines de prétendus incidents violents, toujours imputés aux immigrés marocains (plusieurs d'entre eux étant des fake news diffusés par des groupes d'extrême droite sur les réseaux sociaux) : des centaines d'habitants de la ville, opportunément accompagnés de centaines d'autres éléments d'extrême droite venus participer aux troubles, ont attaqué des immigrés marocains, allant les chercher dans leurs quartiers, les frappant dans la rue, attaquant leurs établissements, etc. De leur côté, les immigrés, surtout les jeunes, ont répondu avec force, se heurtant aux manifestants et à la police avec plusieurs blessés et des arrestations. En fait, si l'on en croit la presse bourgeoise et les réseaux sociaux non moins bourgeois, les éléments d'extrême droite qui avaient expressément annoncé une sorte de nettoyage ethnique express dans la ville auraient payé leur bravade de leur personne, et même l'aide de la police, de la Guardia Civil et la couverture médiatique en leur faveur n'auraient pas empêché l'un d'entre eux d'être hospitalisé.

Ces événements n'ont rien de spontané. Cela fait des semaines que ce genre de choses se prépare : il y a d'abord eu la tentative qui a échoué d'un groupe néo-nazi de se rassembler devant le centre pour mineurs de Hortaleza (Madrid), puis les manifestations contre le viol d'une femme par un Malien à Alcalá

de Henares (Madrid également), et enfin à Torre Pacheco. Et pendant tout ce temps, dans diverses villes d'Espagne, des affiches ont été placardées appelant à la défense de la « sécurité citoyenne » et à la « lutte » contre les prétendus agresseurs marocains... Tout cela a l'allure caractéristique d'une campagne préméditée, dans laquelle, depuis un certain temps, on ne cherchait qu'un prétexte pour déclencher quelque chose comme ce qui s'est passé le week-end dernier à Murcie.

Torre Pacheco est l'une des villes espagnoles où le revenu par habitant est le plus faible. Selon les données de l'Institut National des statistiques, il était de 9 016 euros en 2022. Un chiffre très bas si l'on tient compte du fait qu'il s'agit d'une des villes agricoles les plus importantes de la Communauté de Murcie et qu'elle possède une industrie florissante centrée sur la transformation agricole et le secteur des fruits et légumes (produits destinés à la consommation nationale et à l'exportation).

Quelle est l'explication de cette apparente contradiction ? À Torre Pacheco, comme dans tout l'arc méditerranéen méridional, d'Almería à Murcie, se concentre l'une des couches du prolétariat les moins bien rémunérées du pays, de sorte que derrière la pauvreté statistique de la région se cache, en réalité, une très forte polarisation sociale, une distribution économique basée sur le fait qu'une classe de propriétaires, prin-

cipalement des petits et moyens agriculteurs qui possèdent la terre et le capital nécessaire pour l'exploiter, emploient des journaliers contre des salaires de misère et de famine. Les statistiques donnent une image erronée de pauvreté généralisée, alors que ce qui existe c'est la misère prolétarienne et la richesse bourgeoise.

En outre Torre Pacheco, comme l'ensemble des campagnes espagnoles, aussi bien celles de l'intérieur avec une agriculture extensive que celles de la périphérie où prédominent les cultures sous serres ultra-modernes, traverse une crise profonde qui rend de nombreuses entreprises non rentables, du fait de l'entrée sur le marché mondial de nouveaux producteurs africains et latino-américains. Ainsi, depuis 2012, la superficie cultivée dans la commune a chuté de 52 %, passant de près de 15 000 ha à un peu plus de 7 000 ha. Selon les données fournies par le ministère régional de l'économie de Murcie, cette diminution des cultures n'a guère entraîné de baisse de l'emploi dans l'agriculture, qui emploie environ 14 000 personnes dans la commune, également depuis 2012. Mais en dehors de l'agriculture, les dernières années ont été marquées par une augmentation considérable du niveau d'emploi et, par conséquent, par une diminution du chômage : 70 % d'emplois en plus dans l'industrie, 45 % dans la construction et 50 % dans le secteur des services. En conséquence, le chômage dans la commune a diminué de 60 %.

Ce sont les chiffres officiels, qui servent à montrer, en prenant les données sur l'emploi comme une approximation, que l'économie de Torre Pacheco souffre de deux influences opposées : d'une part, un ajustement entre les secteurs productifs qui a caractérisé une grande partie de la campagne espagnole depuis des années, qui rend la petite production agricole non rentable et qui liquide une partie des entreprises de ce secteur chaque année. D'autre part, une reprise de la production non agricole par rapport aux niveaux de la crise de 2012 et, par conséquent, une augmentation de l'emploi et l'importation conséquente de travailleurs, par le biais de l'immigration légale et/ou illégale. Il s'agit d'une situation généralisée dans tout le pays : la reprise économique, le supposé « boom » capitaliste, ne se produit pas sans déséquilibres. Des frictions apparaissent entre les secteurs productifs qui se traduisent par des affrontements entre les différentes couches bourgeoises et petites bourgeoises. D'autre part, les exigences du capital (une main d'œuvre très bon marché, subissant des salaires

Oraison funèbre...

(Suite de la page 3)

Ils rêvent qu'un jour, comme cela s'est produit dans un passé pas si lointain, les prolétaires chanteront avec eux, à l'unisson :

«Député, si tu tombes, un autre député sort de l'ombre à ta place».

Mais ce chant n'est pas le nôtre.

C'est l'hymne d'une résistance interclassiste, où patriotes bourgeois, syndicalistes réformistes et staliniens se sont unis non pas pour détruire le capitalisme, mais pour le restaurer après la défaite de sa variante fasciste.

Aujourd'hui comme hier, ce sont les amis de l'ordre qui sortent de l'ombre pour remplacer les morts. Un autre viendra. Il pren-

dra le siège et l'ordre de marche, peu importe l'habit qu'il portera, tant qu'il reste fidèle au mutisme que la classe dominante exige de ses serviteurs.

Et nous, sans nom, sans gloire, sans cercueil sur Paris Match, nous continuerons à creuser, à lutter, à tomber.

Mais un jour, nous ne pleurerons plus les députés...

Nous fêterons la fin de leur monde, dans un cri de joie planétaire : *Bien creusé, vieille taupe !*

Car pendant qu'ils prennent leur tour à la surface, la vieille taupe continue de creuser.

Elle creuse sous leurs palais, sous leurs hémicycles, sous leurs certitudes.

Et quand elle refera surface...

ce ne sera pas pour remplacer un député, mais pour abolir leur règne.

(Suite en page 6)

— Espagne —

Tentative de pogrom et ratonnades contre les travailleurs immigrés à Torre Pacheco

(Suite de la page 5)

qui sont les seuls à permettre la rentabilité de l'investissement réalisé) augmentent les tensions sociales car la bourgeoisie parvient ainsi à accroître la concurrence entre prolétaires, en orientant tous ses efforts et ses ressources dans ce sens, en propageant les affrontements, en donnant raison à tous les courants nationalistes, racistes et xénophobes... non pas pour expulser ces immigrés dont elle a tant besoin, mais pour discipliner les nouveaux prolétaires et faire peser sur eux le poids de l'agitation sociale que le développement capitaliste engendre.

Si l'on cherche une explication à la violence de ces derniers jours, la voici. La bourgeoisie, surtout une bourgeoisie comme l'espagnole qui, historiquement, n'a réussi à sa compétitivité sur le marché international que grâce aux très bas salaires du prolétariat, a besoin de main-d'œuvre importée pour alimenter la concurrence avec les prolétaires autochtones et pour maintenir les salaires à un bas niveau. Elle l'importe par contingents légaux ou illégaux et la prive de tout droit sauf celui d'être surexploitée. Dans les points les plus cruels et les plus abjects de ce processus, elle sépare les enfants de leurs parents, enferme les mineurs avec les adultes, laisse le champ libre aux organisations criminelles qui pratiquent la traite des blanches, l'extorsion et le meurtre... Bref, elle traite les immigrés comme des animaux. Il n'y a pas lieu de s'étonner de la violence.

Un seul groupe social est coupable : la bourgeoisie, classe criminelle par excellence. Et cela vaut aussi bien pour la bourgeoisie espagnole, qui quadrille, réprime, maltraite et assassine les prolétaires migrants, que pour n'importe quelle autre, en particulier la bourgeoisie marocaine, qui s'efforce depuis des décennies de maintenir un contrôle strict sur ses « sujets à l'étranger » en développant un vaste système d'espionnage et de répression à travers les mosquées et les éléments de la classe marchande petite-bourgeoise : toutes deux jouent leur rôle sur le marché de l'exploitation du prolétariat.

Les événements de Torre Pacheco ont été recherchés et presque programmés. Même en période de relative prospérité économique, d'une certaine stabilité – très limitée – le capitalisme ne peut exister qu'en suscitant désordre, chaos et souffrance. Il a besoin de ce

genre de situation, de ces attaques encouragées et diffusées par la télévision, pour, d'une part, évacuer la pression qui est inévitablement engendrée dans sa société et qu'il essaie toujours de canaliser vers n'importe quelle forme de violence contre les prolétaires ; et d'autre part, il a besoin d'utiliser cette confrontation, cette violence, pour discipliner et soumettre par la peur les milliers de nouveaux prolétaires qui viennent en Espagne pour se faire exploiter à la campagne ou à la ville. Torre Pacheco leur montre leur destin : travailler dans des conditions difficiles et être toujours soumis au déchaînement de la violence sous n'importe quel prétexte.

Dans ce cas, il s'agit d'une violence « populaire » (celle des enfants de la petite bourgeoisie), mais toujours, et dans toutes les occasions, il y a la violence institutionnelle et policière. Et cette politique n'est pas l'apanage d'une partie de la bourgeoisie. L'ensemble de la classe bourgeoise l'approuve et la promeut en jouant le rôle correspondant à ses intérêts dans leur développement. Les groupes nationalistes comme VOX et leurs satellites dans les rues attisent ouvertement les tentatives de pogroms. Mais le gouvernement de coalition de gauche PSOE - SUMAR les laisse faire, permet la mobilisation des groupes d'extrême droite, refuse d'envoyer la police ; ou, quand elle le fait, il lui ordonne de réprimer les immigrés qui se défendent et non les fascistes qui veulent les « chasser ». La confluence, voire la coordination technique, entre toutes les forces de la bourgeoisie est un fait : les événements de Torre Pacheco n'auraient pas eu lieu si le ministère de l'Intérieur de Grande Marlaska (PSOE), celui-là même qui a ordonné l'arrestation de plus de 25 métallurgistes à Cadix, ne l'avait pas permis.

Les événements de Torre Pacheco ressemblent comme deux gouttes d'eau à ceux qui se sont déroulés à El Ejido il y a 25 ans. A l'époque, un cas de violence similaire à celui de la semaine dernière avait déclenché des jours de persécution des travailleurs maghrébins, des incendies criminels de leurs habitations, des tentatives d'assassinat... le tout avec la complicité des autorités qui, à l'époque aussi, avaient jugé nécessaire de donner une leçon à un prolétariat en lui apprenant ce que signifiait réellement le « vivre-ensemble ». Mais alors les prolétaires d'El Ejido et d'une partie du Campo de Níjar ont réagi avec une force

à laquelle personne ne s'attendait : ils ont déclenché une grève sauvage dans toute la région, abandonné leurs emplois et étouffé dans l'œuf, du moins temporairement, la violence dont ils étaient l'objet. À l'agression de la petite bourgeoisie locale, propriétaire des terres, des usines et des magasins, ils ont répondu par l'arme prolétarienne par excellence : la grève.

Bien sûr, la victoire des travailleurs en fut pas définitive. Les attaques ont cessé, c'est vrai, mais la violence a continué et elle est toujours présente. Périodiquement, on signale l'incendie des bidonvilles où vivent les travailleurs, le viol de femmes migrantes, le passage à tabac de jeunes... autant d'actes de démonstration de la bourgeoisie locale pour semer la terreur parmi les masses prolétariennes.

Les prolétaires de Torre Pacheco, comme ceux de partout, qu'ils soient locaux ou étrangers, n'ont qu'une seule façon d'affronter des événements comme ceux de ces jours-ci : la lutte de classe. Cette lutte, c'est reconnaître qu'il existe des **intérêts communs, par-delà toute distinction de race, de nationalité, de sexe, d'âge... qui unissent l'ensemble de la classe ouvrière** : la nécessité de résister au capital, de rejeter ses exigences, qui vont vers toujours plus d'exploitation et des conditions de vie plus mauvaises. Mais c'est aussi comprendre que la solidarité de classe, le refus de collaborer avec la classe bourgeoise dominante, avec les patrons, avec leurs partis, avec leurs forces de répression, est un devoir auquel le prolétariat autochtone, qui jouit de meilleures conditions économiques et sociales que ses frères et sœurs immigrés, ne peut se soustraire. Il ne peut (il ne doit pas !) en aucun cas se solidariser avec les intérêts de « sa » bourgeoisie, il ne peut pas faire front commun avec « ses » employeurs, contre les travailleurs qui se trouvent dans des conditions moins bonnes, dans l'espoir de maintenir ainsi une situation un peu meilleure au prix de la souffrance du reste du prolétariat.

Malheureusement, la politique de collaboration de classe a influencé et influence encore une bonne partie du prolétariat espagnol, devenant depuis trop longtemps monnaie courante parmi les prolétaires.

C'est pourquoi certains prolétaires vont jusqu'à soutenir des slogans racistes et xénophobes où s'exprime la solidarité entre les classes, en se mobilisant avec des éléments d'autres classes sociales, avec lesquels ils pensent pouvoir obtenir des avantages sociaux. En réalité, la classe bourgeoise craint le prolétariat immigré, qui vient grossir

Pas de mobilisation au Venezuela pour la «défense de la patrie» ! L'ennemi est dans notre propre pays !

C'est ce que criait le révolutionnaire communiste allemand Karl Liebknecht, en distribuant un tract contre la guerre à Berlin, à la veille de la Première Guerre mondiale. Tous les socialistes, y compris malheureusement (1) Liebknecht lui-même et les députés de gauche qui siégeaient au Reichstag, tous votèrent les crédits de guerre, c'est-à-dire qu'ils ont approuvé au Parlement les moyens matériels et financiers nécessaires pour faire la guerre à leurs voisins. Ils ont jeté par-dessus bord le programme, les principes et la stratégie marxistes et ont embrassé la cause nationale de la défense de la patrie, au-dessus de leurs convictions révolutionnaires internationalistes, fondées sur le fait que « les prolétaires n'ont pas de patrie », comme le dit le *Manifeste*. Le seul résultat a été un horrible massacre entre prolétaires qui croyaient défendre la « patrie » alors qu'en réalité ils ne défendaient que les capitalistes et leurs intérêts de classe !

Après la guerre, la IIIe Internationale, l'Internationale communiste souhaitée par Lénine, fut fondée.

Elle avait été fondée précisément sur le rejet des guerres bourgeoises impérialistes sous le slogan du défaitisme révolutionnaire : « *Transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire !* », « *Que les prolétaires retournent leurs fusils contre leurs propres officiers, sabotent et rendent inutilisables les armes avec lesquelles*

ils s'entre-tuent ! ».

Mais Maduro, le président du Venezuela, qui se dit socialiste, ne le comprend pas ainsi et ne voudrait pas faire ces choses ; il réclame donc une pause à l'ennemi intérieur supposé et appelle à se mobiliser pour défendre la patrie et la souveraineté, en bref à l'**unité nationale** : « *Ce n'est pas le moment des différences politiques, ni des couleurs. Un seul drapeau nous couvre, jaune, bleu et rouge. Et cette patrie est imprenable, personne ne touchera au Venezuela...* », affirmait-il y a quelques jours le dirigeant chaviste.

S'il y a une raison pour laquelle les prolétaires doivent se mobiliser, c'est uniquement pour se défendre contre les bourgeois et leur État.

LES « VIRAGES TACTIQUES » DE DONALD J. TRUMP

Le président américain considère bon nombre de ses décisions (qui changent constamment de lieu et d'orientation) comme des victoires retentissantes dans la pratique, alors qu'elles sont en réalité tout le contraire ; il suffit de se rappeler tout ce qui s'est passé en Ukraine ou dans la bande de Gaza. Cette fois-ci, il annonce le déploiement d'une puissante flotte d'avions, de trois destroyers et de sous-marins au large des côtes de la mer des Caraïbes, tout près des eaux limitrophes du nord du... Venezuela, accompagnés d'une série de menaces contre le gouvernement chaviste, teintées de satire burlesque, comme l'offre d'une « récompense de 50 millions de dollars à quiconque fournira des informations susceptibles de permettre de localiser M. Maduro » (!?). Un fait absurde et ridicule qui a néanmoins contraint le président du Venezuela, ainsi que les autres hauts dirigeants du chavisme, à répondre avec des mots chargés de véhémence patriotique aux abus et aux insultes verbales des Américains. Maduro annonce la mobilisation de 4 à 5 millions de membres de la milice nationale, en réponse au déploiement militaire américain sous prétexte de lutte contre le trafic de drogue.

Tout d'abord, l'efficacité militaire de cette milice est absolument nulle. Un ancien chaviste bien connu qui a participé à sa fondation affirme ce qui suit : « *Maduro está usando a los vie-*

jiâgées, qui n'ont pratiquement plus rien à perdre à part leur vie (la plupart vivent dans la misère et l'extrême pauvreté), pour faire croire au monde entier – en particulier à l'étranger – qu'il bénéficie d'un soutien massif du « peuple vénézuélien », ce qui est absolument faux ; la grande majorité des miliciens sont là pour recevoir de la nourriture gratuite, porter des vêtements militaires et éventuellement avoir accès à un logement... car ils n'ont pas les moyens de s'acheter de la nourriture ou des vêtements (et encore moins un logement) en raison des décrets présidentiels signés par Maduro qui ont réduit les retraites à moins d'un dollar par mois, avec des bons qui ne dépassent pas 45 dollars par mois » (2).

Deuxièmement, malgré Marco Rubio, représentant plénipotentiaire des États-Unis pour l'Amérique latine et à la tête de cette série d'agressions contre le Venezuela, sur les routes de la drogue qui apparaissent sur les cartes de l'ONU (3), le Venezuela n'est qu'un pays de transit obligatoire entre l'Amérique du Sud et le sud de l'Europe et les Pays-Bas. Cela ne signifie toutefois pas et ne cherche pas à prouver qu'il n'y a aucune activité illicite sur le territoire vénézuélien, mais des preuves sont nécessaires, et celles-ci font cruellement défaut. Il est vrai que la consommation et le trafic de drogue constituent un problème important pour les États-Unis. Il n'est pas très agréable d'être confronté chaque jour, depuis la Maison Blanche, aux centaines d'informations que les médias diffusent dans tout le pays sur les ravages causés par le fentanyl dans le corps de centaines de milliers de victimes de cette drogue infernale...

En dernière analyse, ce sont les conditions de vie qui alimentent la recherche de paradis artificiels. La disparition du capitalisme et l'instauration d'une société communiste harmonieuse feront disparaître cette quête suicidaire qui renforce en outre l'ordre établi (mieux vaut des drogués que des rebelles). Mais il est évident que les bourgeois ne sont en aucun cas intéressés à remettre en question le système capitaliste lui-même ! Ils mènent des actions policières spectaculaires en utilisant ce prétexte pour renforcer les mesures répressives ; Trump, qui cherche à apparaître comme un combattant intraitable contre la drogue, utilise cet argument dans sa politique étrangère pour justifier les droits de douane sur les marchandises en provenance du Canada, accusant – à tort – ce pays d'être responsable de l'introduction de cette drogue aux États-Unis.

(Suite en page 8)

Espagne...

les rangs de la classe ouvrière espagnole mais ne bénéficie pas des avantages de cette collaboration qui dure depuis des décennies : cela le rend plus susceptible de se révolter contre les conditions de vie inhumaines, contre l'exploitation sauvage et de donner un exemple de la voie à suivre pour le retour de la lutte prolétarienne pour la défense exclusive des intérêts de la classe prolétarienne, la voie que nous appelons la **lutte de classe**.

Solidarité de classe entre prolétaires, autochtones et étrangers !

Contre les attaques et les violences bourgeoises de toutes sortes, une seule voie : la lutte de classe !

13/07/2025

Il y a un siècle, la guerre du Rif **La lutte contre une guerre coloniale**

(Suite de la page 1)

les richesses minières, les opportunités financières et commerciales ou les impératifs géopolitiques représentés par un royaume chérifien en pleine déliquescence. A cette époque les principales sociétés capitalistes constituées pour exploiter les richesses minières du Maroc étaient l'Union des Mines Marocaines; consortium regroupant des sociétés allemandes (Krupp, Thyssen), françaises, britanniques, belges, espagnoles et italiennes, la compagnie allemande Mannesmann qui jouissait au départ d'un monopole minier, la Compagnie Espagnole des Mines du Rif.

En garantie des emprunts souscrits par le Maroc, les banques se firent attribuer la quasi-totalité des recettes douanières du pays. Les banques françaises dominaient les différents secteurs d'activité; production agricole, construction, mines, chemins de fer, tabac, chutes d'eau, etc. La plus puissante était la Banque de Paris et des Pays-Bas (sous le nom de Paribas, elle fusionnera en 2000 avec la BNP pour former le groupe BNP-Paribas, la première banque européen-

ne) qui contrôlait plus de la moitié des capitaux étrangers investis au Maroc; elle contrôlait aussi la Banque d'Etat marocaine qui émettait les billets de banque (1): on comprend ainsi quelle était l'influence de ce lobby bancaire sur la politique de la France envers le Maroc!

La « question marocaine » devint au début du vingtième siècle un tel facteur de tension entre les rapaces impérialistes qu'il menaça même de déclencher une guerre européenne. Différents accords de 1904 à 1912 délimitèrent un partage du butin colonial en Afrique du Nord: la France se voyait reconnaître le protectorat qu'elle venait d'extorquer au sultan du Maroc tandis qu'en contrepartie, en plus de droits commerciaux, l'Allemagne recevait une partie du Congo français, la Grande Bretagne (outre un accord sur la non construction d'ouvrages militaires par les Français sur les côtes marocaines qui auraient pu constituer une menace pour la circulation de ses navires) (2) se voyait reconnaître sa domination sur l'Egypte et l'Italie avait les mains libres en Tripolitaine (Libye). Quant à l'Espagne, elle se voyait con-

céder la zone du Rif, c'est-à-dire en gros la côte méditerranéenne et son arrière-pays montagneux, par les Français, soucieux de concentrer sur le « Maroc utile ».

Bien entendu les populations concernées n'avaient pas été consultées et il fallut écraser par la force militaire et divers massacres les révoltes contre le protectorat. Pour « pacifier » le pays, c'est-à-dire imposer la domination coloniale, à la veille de la guerre de 1914 le corps expéditionnaire français s'élevait à 80 000 hommes auxquels il faut ajouter 7000 supplétifs indigènes.

APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Les populations berbères du Rif, organisées sur la base de la propriété commune tribale de la terre, jalouses de leurs traditions sociales et culturelles, reconnaissaient formellement l'autorité du sultan; mais, rétives à toute domination extérieure, elles voyaient d'un mauvais œil les velléités coloniales espagnoles auxquelles elles répondaient par des actes ponctuels de guérilla. Les opérations militaires espagnoles pour réprimer les tribus rifaines et étendre la domination de Madrid autour des enclaves de Ceuta et Melilla, avaient nécessité le rappel des réservistes en juillet 1909 – ce qui

Pas de mobilisation au Venezuela pour la «défense de la patrie» ! L'ennemi est dans notre propre pays !

(Suite de la page 7)

SIMULACRE OU VERITE ?

Le même dilemme existait avec Chávez, en pleine euphorie électorale et pétrolière, au point qu'un porte-parole américain en était venu à dire qu'« *il ne faut pas écouter ce que dit Chávez, mais regarder ce qu'il fait* ». Aujourd'hui, dans un premier temps, la diplomatie américaine s'était rapprochée des dirigeants chavistes afin d'aplanir les différends qui, pendant tant d'années, avaient fermé toute possibilité de reprise des relations pouvant mener à la paix, même si c'était la paix des lions. En signe de bonne volonté, Maduro libère six Américains détenus au Venezuela pour espionnage. À son tour, Richard Grenell, envoyé pour les « affaires spéciales », rend la pareille en libérant 250 Vénézuéliens détenus et prêts à être renvoyés au Venezuela (4).

Pendant sept mois, depuis le jour même de l'investiture de Trump, le mon-

de entier a été témoin des diverses escarmouches, insultes, tensions et tensions entre l'administration et les dirigeants chavistes. Mais, au milieu des échanges de Vénézuéliens vivant aux États-Unis, expulsés manu militari vers le Salvador, puis renvoyés au Venezuela, etc., il y a les affaires que les Américains mènent depuis avant même l'arrivée au pouvoir de Chávez. Dans ce cas, nous avons la société américaine Chevron, implantée au Venezuela depuis les années 1920, qui exploite l'un des gisements les plus riches au monde et envoie au Texas un type de pétrole lourd très abondant au Venezuela, pour être traité dans ses raffineries spécialisées dans le raffinage du pétrole lourd, qui est ensuite transformé en bitume (5), qui est la fraction résultant (le fond) de la distillation du pétrole brut lourd et qui est principalement utilisé pour l'asphaltage des routes dans le monde entier. Des facteurs non négligeables lorsqu'il s'agit de faire les comptes dans les deux camps en dispute.

Les prolétaires ne doivent donc pas

se laisser tromper et se guérir de tout sentimentalisme que pourrait produire le poison de la propagande patriotique et « anti-impérialiste ». Leur premier ennemi, celui qui leur fait la guerre tous les jours, n'est pas à l'étranger, il est dans leur propre pays ; c'est la bourgeoisie et son État, quel que soit le type de gouvernement qui le dirige. C'est contre cet ennemi et tous ses serviteurs qu'il faut se défendre, en empruntant la voie de la lutte de classe indépendante et anticapitaliste !

30/08/2025

(1) Liebknecht vota en faveur des crédits de guerre par une conception erronée de la discipline et une fidélité déplacée envers le parti social-démocrate allemand.

(2) <https://www.aporrea.org/tiburon/a344121.html>

(3) <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/world-drug-report-2025-maps.html>

(4) <https://cnn.espanol.cnn.com/2025/08/26/venezuela/maduro-trump-acuerdos-amenazas-orig>

(5) <https://fr.scribd.com/presentation/457544413/CRUDOS-PESADOS>

provoqua des protestations violentes dans les régions de Barcelone et Gérone dont la sanglante répression fit plus de cent morts. Les combats s'intensifièrent après l'instauration du mandat. Interrompues lors de la guerre mondiale les opérations militaires reprirent dès 1919 contre les populations insoumises. En juillet-août 1921 une importante colonne militaire espagnole sous les ordres d'un vétéran de la guerre hispano-américaine, le général Silvestre, se lança à l'assaut des tribus rebelles qui étaient dirigées par un nouveau chef de guerre, Abdelkrim. Ce fut un désastre: les espagnols perdirent plus de 12 000 hommes (dont le général Silvestre), eurent plus d'un millier de prisonniers et abandonnèrent sur le terrain un armement considérable: 120 canons, 400 mitrailleuses, près de 20 000 fusils, des tonnes de munitions et des fournitures diverses. Avec la rançon payée par l'Espagne pour récupérer ses prisonniers, les rebelles purent ainsi se doter de l'armement suffisant pour continuer leur guérilla contre les troupes espagnoles. L'insurrection fit tache d'huile dans le Rif, les supplétifs indigènes faisaient défection en masse. Les tribus révoltées se centralisèrent sous la direction d'Abdelkrim qui proclama en 1923 la « République du Rif » et jeta les bases d'un embryon d'Etat en mettant fin aux traditions de luttes intestines qui avaient été encouragées par les espagnols. Abdelkrim mit sur pied un système judiciaire centralisé avec création de peines d'emprisonnement pour remplacer les pratiques de justice coutumières traditionnelles (vendettas), etc., et un gouvernement rifain qui put envoyer des plénipotentiaires en Europe, etc.

A l'été 1923 les combattants rifains arrivèrent à stopper la contre-attaque espagnole appuyée par l'utilisation des gaz de combat (qui provoqua l'indignation générale au Maroc) (3). L'année suivante, alors qu'à Madrid un coup d'Etat avait débouché sur la dictature de Primo de Rivera, la pression militaire des insurgés obligea les troupes espagnoles à se replier; la difficile retraite leur occasionna de très nombreuses pertes en hommes et matériels, y compris parmi les légionnaires d'un jeune chef militaire en vue, Francisco Franco (4).

Les autorités coloniales françaises, qui rêvaient de reprendre à l'Espagne sa zone du protectorat, ne furent pas au départ mécontentes des déboires espagnols; mais après les victoires rifaines et le repli espagnol, elles s'inquiétèrent du risque que ferait peser l'établissement d'un Etat indépendant sur le mandat français au Maroc et de l'exemple qu'il donnerait aux populations colonisées d'Algérie et de Tunisie. C'est pour-

quoi, refusant les propositions de négociations d'Abdelkrim, le gouvernement français accéda aux demandes de renforts militaires (5) du « Résident général » Lyautey, en vue de préparer la guerre contre les Rifains. La victoire électorale du « cartel des gauches » (associant Radicaux, Républicains et Socialistes) n'avait pas modifié la politique française au Maroc (ni non plus en Syrie où les exactions françaises déclenchèrent la révolte des Druzes en 1925). Cependant malgré les préparatifs militaires de Lyautey et sa confiance dans la solidité des liens tissés avec les tribus sous « influence » française, l'offensive rifaine du printemps 1925 contre les positions françaises fut dévastatrice, non seulement en raison de l'armement dont disposaient les rebelles (canons...) et du nombre de leurs combattants, mais du fait des nombreux ralliements à leur cause. Des postes militaires se trouvèrent isolés au milieu de l'insurrection, il y eut des cas où les troupes indigènes se rendirent après avoir massacré leurs officiers français (6). Les autorités coloniales craignaient que la ville royale de Fès soit attaquée, etc.; le spectre d'une défaite à l'espagnole se profilait... Le gouvernement décida alors de faire appel à Pétain, le « vainqueur de Verdun ».

Celui-ci mit sur pied une offensive massive à l'image de ce qu'avait été la guerre en Europe, coordonnée avec les troupes espagnoles: au total les forces combinées franco-espagnoles dépasseront les 500 000 hommes, appuyées par 250 avions, des blindés, une puissante artillerie (7). Commencée en août 1925, interrompue par le mauvais temps hivernal, elle se terminera par la reddition d'Abdelkrim en mai 1926. Des affrontements limités auront encore lieu en divers endroits, mais la guerre du Rif s'achevait ainsi par la défaite des rebelles devant une écrasante supériorité militaire impérialiste. Les tentatives d'Abdelkrim pour trouver un appui dans le reste du Maroc furent vaines, la rébellion étant restée un mouvement régional, circonscrit pratiquement aux tribus rifaines. Officiellement elle avait fait 2736 morts du côté français dont 1568 supplétifs indigènes. Les pertes rifaines ne sont pas connues...

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE DU RIF

Les campagnes socialistes contre les interventions militaires françaises au Maroc au début du vingtième siècle furent essentiellement de type parlementaire; Jaurès qui en était le chef de file était partisan d'une « pénétration paci-

(Suite en page 10)

Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste

(Brochure «le prolétaire»,
Août 2025, format A4, 72 pages,
Prix: 6 €)

Sommaire

- De la révolution anticoloniale à la révolution prolétarienne
- 8 mai 1945 : Dès la fin de la guerre mondiale, l'impérialisme français déclenchait une bestiale répression coloniale en Algérie (2005)
- La paix ? (1962)
- Bases et perspectives économico-sociales du conflit algérien (1961)
- Le communisme et les partis algériens (1960)
- Quelques remarques sur la question coloniale (1959)
- Le parti communiste français (PCF) et la question coloniale (1958)
- Encore le PC et la question coloniale (1959)
- La question coloniale : un premier bilan (1958)
- Physionomie sociale des révolutions anti-coloniales (1958)

Annexes :

- Rosa Luxembourg. Les fastes de la colonisation française en Algérie. L'accumulation du capital, tome II, extrait de la partie III. Les conditions historiques de l'accumulation, chapitre XXVII : La lutte contre l'économie naturelle
- L'Algérie contemporaine. Complément statistique au texte de Rosa Luxembourg (1958)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste



Août 2025

40

La guerre du Rif...

(Suite de la page 9)

fique » au Maroc. Selon lui les intérêts réels de la France étaient menacés par les menées criminelles des chefs militaires et des milieux affairistes qui non seulement dressaient les Marocains contre la France, mais risquaient de déclencher une guerre européenne. Critiquant ces positions « réformistes » et la passivité du parti, l'« anti-patriote » Hervé soutenait dans son journal *La Guerre sociale* la lutte des marocains contre les « soudards » français (il sera pour cela emprisonné), avant de retourner sa veste et devenir un patriote enragé (8)...

Les positions de l'Internationale Communiste furent bien différentes : elles exigeaient une lutte résolue contre le colonialisme et le soutien sans faille aux luttes des populations colonisées. Le PC français eut le plus grand mal à se plier à ces obligations en raison des traditions social-chauvines héritées du parti socialiste dont la majorité l'avait rejoint : il fut à plusieurs reprises admonesté par l'Internationale. Sa lutte contre la guerre du Rif est d'autant plus marquante qu'elle fut la première (et la dernière) fois, où le parti mit en pratique les directives de l'Internationale sur ce sujet.

La campagne commença dès le deuxième semestre 1924 : fin septembre les Jeunesses communistes de France et d'Espagne lancèrent un appel commun aux soldats contre la guerre, pour l'indépendance du Maroc et la fraternisation des soldats français, espagnols et arabes (9). Elle prit toute son ampleur en 1925 ; les mots d'ordre principaux étaient la paix immédiate et sans conditions avec le Rif, l'évacuation du Maroc, la reconnaissance de la République du Rif et la fraternisation des soldats français et rifains. Elle était dirigée par un « Comité central d'action » qui regroupait le PC, la CGTU (partie de la CGT exclue par les dirigeants confédéraux réformistes), des associations d'anciens combattants ; des « comités d'action » locaux contre la guerre furent créés, des centaines de réunions publiques furent organisées, des tracts diffusés dans les casernes, les trains ou les navires transportant des soldats, etc. Des mouvements de protestation eurent lieu sur plusieurs navires de guerre fin août 1925 ; en particulier les marins du *Strasbourg*, mouillé dans le port de Tanger, s'opposèrent à ce que leur navire appareille pour aller bombarder des positions rifaines. La virulence de la campagne obligea le PS à prendre ses distances avec le gouvernement en s'abstenant d'abord de voter les crédits pour les opérations militaires

en juillet 1924 puis en votant contre le gouvernement en janvier 1925, et en multipliant pendant toute cette période les appels à la paix. Mais il s'agissait de manœuvres qui ne remettaient pas en cause son orientation résolument pro-impérialiste ; il ne cessera de s'opposer à la revendication de retrait du Maroc et à condamner le mot d'ordre de fraternisation des soldats (10).

Une journée de grève générale contre la guerre fut décidée, même si des syndicats de la CGTU avertirent qu'elle ne pourrait être suivie dans certains secteurs ; elle aura lieu en octobre 1925. Pour le gouvernement et les médias la grève fut un échec complet : il n'y aurait eu que quelques milliers de grévistes. Cependant si la grève a été effectivement très minoritaire, sauf dans certains secteurs comme les mines, il y eut cependant des centaines de milliers de grévistes, ce qui est très loin d'être négligeable, surtout en tenant compte des mesures d'intimidation et répressives du patronat et de l'hostilité de la CGT réformiste et des partis de gauche bourgeois (11).

C'était la première fois qu'une grève nationale était déclenchée principalement contre une expédition militaire (la protestation contre les mesures d'austérité gouvernementale faisait aussi partie de l'appel à la grève) depuis décembre 1912 (600 000 prolétaires avaient fait grève selon la CGT contre les menaces de guerre). Cette grève marqua le point culminant de la campagne du PC, en butte à une répression débridée. En région parisienne la police n'hésita pas à tirer sur les manifestants, tuant un jeune ouvrier de 25 ans. Des centaines d'arrestations eurent lieu, 535 condamnations civiles et 1371 condamnations militaires furent prononcées. Les militants du PC totalisèrent 320 années de prison et 45 années de bannissement, la majorité du Comité central fut emprisonnée...

LES LIMITES DE LA CAMPAGNE ANTI-IMPÉRIALISTE DU PCF

La direction du parti était confrontée à une opposition interne, parallèle à l'opposition de Trotsky dans le parti russe. Le tournant de la « bolchevisation » des partis, censée les « prolétariser » en les réorganisant sur la base des cellules d'entreprise, s'inscrivait en fait dans la lutte contre l'opposition en renforçant le rôle de l'appareil. La campagne contre la guerre du Rif suscita un renouveau des critiques internes ; elles dénonçaient les méthodes de direction, le recours au bluff (comme les « Congrès ouvriers » censés être rassemblements à la base des prolétaires)

au détriment du sérieux (12). Sur un plan plus politique le retrait du Maroc ou l'appel à la fraternisation furent critiqués car ces revendications seraient peu compréhensibles pour les masses ou ne correspondraient pas à la situation d'une guerre menée par des paysans. On reprocha au parti son « abdelkrisme », c'est-à-dire son soutien à un « *chef féodal qui à travers la guerre d'indépendance luttait pour sa fortune personnelle* » au lieu d'adopter « un programme de démocratie sociale et de socialisme économique » (!) et qui avait trahi son peuple en se rendant (13). Certaines de ses critiques témoignaient de la persistance des préjugés nationaux petits bourgeois, mais la direction amalgamait toutes les critiques à une « opposition de droite ». Elle reconnut cependant être tombée dans des « erreurs gauchistes » et elle engagea fin 1925 une « rectification » : il fallait mettre désormais l'accent sur la simple revendication de paix immédiate en laissant de côté celles du retrait du Maroc et de la fraternisation qui faisaient obstacle à la politique de « front unique ». Mais la campagne contre la guerre s'acheva pratiquement après la grève d'octobre.

Les leçons des carences du parti (dans les faits la campagne avait été surtout l'œuvre des Jeunesses Communistes, le parti adulte traînant les pieds) et des limites de son action ne furent jamais tirées ; le PCF était pris comme les autres partis dans le processus de stalinisation, déjà entamé avec la dite « bolchevisation » : il allait en quelques années les amener à abandonner toutes leurs tapageuses prétentions révolutionnaires pour devenir les partisans du colonialisme et de la défense de l'impérialisme. Il n'envisagea plus jamais de mener une campagne anticolonialiste semblable à celle contre la guerre du Rif. Les trajectoires d'un Doriot ou d'un Thorez, deux leaders communistes en pointe lors de la lutte contre la guerre du Rif devenus renégats, furent semblables à celle d'un Hervé (même si le premier tomba au service de l'impérialisme allemand alors que le second triompha au service des Alliés) (14).

La vacuité théorique et programmatique de leurs partis les rendit perméables à la pression bourgeoise contre-révolutionnaire, les conduisant dans le camp bourgeois : **invariance de l'opportunisme**.

(1) cf. P. Semard, « La guerre du Rif ». Librairie de l'Humanité, 1926, p.19-22 (brochure du PC).

(2) Dès 1840 la Grande Bretagne

avait averti que « l'occupation définitive d'un point du Maroc par la France serait forcément un *casus belli* » cf. « La guerre du Rif », op. cit. p. 12. L'« Entente cordiale » signée entre la France et la Grande Bretagne en 1904 contre l'Allemagne fut loin de mettre fin à ces préventions...

(3) Le gouvernement espagnol s'était engagé depuis 1921 dans un programme secret de développement d'armes chimiques avec une assistance allemande. En juin 1922 un atelier de fabrication d'obus chimiques était créé dans l'enclave de Melilla, cette fois avec l'aide technique française de la société Schneider. En 1925 Lyautey adressa des demandes répétées auprès du gouvernement pour recevoir des armes chimiques. Selon l'Etat-major le traité de 1922 ne prohibait l'utilisation des gaz de combat que dans « les conflits entre nations civilisées » – dont ne faisait pas partie le Rif ! Mais à cette époque était discutée à Genève une Convention, proposée par la France, pour interdire définitivement l'emploi des armes chimiques. Le gouvernement français hésitait donc à répondre favorablement aux demandes de Lyautey. Il s'y résolut pourtant en juillet 1925, en dépit de la Convention dont l'encre n'était pas encore sèche... Cependant ces armes n'auraient en définitive pas été utilisées. cf Max Schiavon, « La guerre du Rif », Ed. Perrin 2021, p. 301-306

(4) Près de 4000 morts, 2500 blessés ou disparus, etc.

(5) Les effectifs présents au Maroc avaient été fortement diminués pendant la guerre; et après celle-ci l'occupation militaire de la Ruhr pour extorquer des « réparations » à l'Allemagne exigea jus-

qu'en 1925 une forte concentration militaire dans le nord de la France.

(6) cf. Zakya Daoud, « Abdelkrim. Une épopée d'or et de sang », Ed. Seuil 1999, p. 248.

(7) cf. « Abdelkrim. Une épopée... », op. cit., p. 338.

(8) Le parti socialiste « a failli à tous ses engagements en ne se remuant pas assez pour protester contre le brigandage marocain. Si le brigandage marocain se prolonge, c'est lui et surtout lui qui en est responsable », écrit-il dans *La Guerre sociale*, 1-7/1/1908. A partir de 1912 son orientation change du tout au tout. L'occupation du Maroc est inéluctable, s'en indigner c'est « donner des coups de poing dans la lune. (...) Vraiment notre parti a mieux à faire en ce moment que de perdre son temps à amuser ainsi la galerie », *La Guerre sociale*, 3-19/12/1913. Cf. G. Oved, « La gauche française et le nationalisme marocain. 1905-1955 », tome 1, Ed. L'Harmattan 1984, p. 121, 130.

(9) cf. P. Semard, op. cit., p. 138-141.

(10) Blum déclara dans un discours: « La France a des droits au Maroc par le fait même que nous sommes en Algérie. (...) Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles ceux qui ne sont pas parvenus au même niveau de culture ». Les mots mêmes employés par Jules Ferry en juillet 1885 pour « civiliser » les « races inférieures » par des guerres coloniales! Cf. « Abdelkrim. Une épopée... », op. cit., p. 278.

(11) G. Oved évalue le nombre de grévistes entre 250 et 500 000. Le chiffre de 900 000 qui passera à la postérité trouve son origine selon lui à Moscou dans un discours de Zinoviev, alors

que ni le PC ni la CGTU n'avaient donné d'estimations chiffrées. La CGTU revendiquait 500 000 adhérents, mais d'importantes fédérations comme les cheminots, les postiers, les enseignants n'avaient pas appelé à la grève. Oved estime que le tiers des grévistes n'étaient pas des adhérents de la CGTU, ce qui est un signe, malgré tout, de l'écho de l'appel à la grève. cf. « La gauche... », op. cit., p. 270-276.

(12) Le parti avait par exemple appris par hasard que les « mutins » du cuirassé *Courbet* allaient passer en jugement; rien n'avait été prévu pour leur défense: « je trouve que le parti a laissé tomber les militants victimes de la lutte contre la guerre du Maroc », Michel Marty, Congrès national du PCF. Cf. *Le Mouvement Social* n°78, p. 57

(13) cf. Saint-Jacques, « Sur le problème rifain », *Cahiers du Bolchevisme* n° 52 (juin 1926), p. 1422. L'antillais Saint-Jacques était membre de la Commission coloniale centrale du parti. La direction ne sut répondre à l'extraordinaire confusion de ce texte que par des attaques personnelles et en l'accusant de « traiter notre parti pour une tribu de Niam Niam » (!)

(14) Doriot, dirigeant stalinien ambitieux et sans scrupule, créa le Parti Populaire Français avec des fonds de grands capitalistes, après avoir été écarté de la direction du PCF au profit de son rival Thorez. Le PPF devint un parti fasciste ultra collaborationniste sous Pétain, fondateur de la Légion française contre le bolchevisme qui recrutait des supplétifs de l'armée allemande pour le front de l'Est (il y combattit lui-même). Doriot fut tué en Allemagne vers la fin de la guerre.

L'objectif du prolétariat palestinien n'est pas une impossible « patrie palestinienne », mais la lutte de classe qui unit les prolétaires au-delà des divisions nationales

Le fait que le peuple palestinien est condamné à ne jamais pouvoir s'installer pacifiquement sur sa terre d'origine et être reconnu par tous les autres États est évident depuis des décennies. Depuis 1948, avec la création de l'État d'Israël – mais pas de l'État de Palestine –, ce destin est devenu l'un des plus probables. Les Palestiniens sont devenus, pour la plupart contre leur gré, des prolétaires, progressivement expropriés de leurs maisons, de leurs champs, de leur « patrie ». Du point de vue de l'idéolo-

gie bourgeoise, il s'agit d'une tragédie qui ne pourrait être résolue qu'en reconnaissant aux Palestiniens un morceau de terre où ils pourraient vivre et établir leur propre État indépendant. Mais quatre-vingts ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale impérialiste – au cours de laquelle les grandes puissances démocratiques n'ont jamais considéré le peuple palestinien comme digne d'avoir son propre État, sa propre « patrie », sa propre classe dirigeante bourgeoise comme presque tous les autres pays ;

au cours de laquelle les puissances impérialistes l'ont trompé avec les déclarations des Nations unies et le refrain « deux peuples, deux États », épuisant ses énergies dans des guerres où les combattants palestiniens ont également été trompés par des pays arabes « amis », qui se sont rapidement révélés être autant d'ennemis, sinon pires que les sionistes ; après quatre-vingts ans d'illusions et de combats, les Palestiniens se retrouvent dépouillés de tout et privés de la vie elle-même. Avec la complicité mondiale de tous les États, à commencer par le plus démocratique et le plus grand boucher des peuples, les États-Unis, l'État sioniste bourgeois-démocratique d'Israël réalise son grand rêve : anéantir les Palestiniens, s'emparer de leurs terres, asservir ceux qui ont échappé aux bombardements et garantir des privilèges sociaux, économiques et

(Suite en page 12)

L'objectif du prolétariat palestinien n'est pas une impossible «patrie palestinienne», mais la lutte de classe qui unit les prolétaires au-delà des divisions nationales

(Suite de la page 11)

politiques à la population israélienne selon les critères classiques de la discrimination raciale et religieuse.

Que le peuple palestinien soit un peuple sans patrie et que sa majorité soit composée de prolétaires pourrait toutefois, d'un point de vue prolétarien et historique, être considéré comme un élément positif. Le prolétariat est, par définition, la classe sans patrie, même lorsque la bourgeoisie lui sert le refrain d'une patrie commune : il ne possède aucun moyen de production, aucun capital, et surtout il ne possède pas le produit de son travail, car la richesse qu'il produit appartient exclusivement à la classe bourgeoise dominante, aux capitalistes qui défendent cet état de fait avec l'État et ses forces armées. Les prolétaires palestiniens, c'est-à-dire la majorité de la population palestinienne, même s'ils parviennent à cultiver quelque chose sur un petit lopin de terre, dépendent entièrement du travail pour des patrons israéliens ou de « l'aide » que diverses puissances impérialistes leur accordent pour sauver la face humanitaire qu'elles affichent afin de couvrir les massacres systématiques à Gaza et en Cisjordanie. Les Palestiniens ne peuvent rien attendre de mieux des organisations politiques et militaires telles que l'Autorité palestinienne ou le Hamas, tout comme auparavant des groupes qui formaient l'OLP, car ces organisations se sont vendues dès le départ à des bourgeoisies plus puissantes dont les intérêts sont totalement opposés à ceux du prolétariat palestinien, qui est utilisé, tantôt par l'une, tantôt par l'autre bourgeoisie, dans le seul but de s'octroyer quelques privilèges et un minimum de pouvoir sur lui, afin de le soumettre à jamais à l'exploitation capitaliste, en étouffant son instinct de classe qui le pousse à se rebeller contre toute oppression, tout abus.

Le fait que, récemment, même dans la situation désastreuse de Gaza, il y ait eu des manifestations contre le Hamas exigeant qu'il libère les otages israéliens encore entre ses mains – dans l'espoir que cela puisse mettre fin aux bombardements et à la destruction causée par Tel-Aviv – montre certainement une

fracture dans la confiance relative que le Hamas avait acquise au cours des quinze dernières années, une fracture déterminée davantage par le désespoir que par une opposition politique consciente. Mais au milieu d'une guerre dans laquelle la population gazaouie ne trouve aucun refuge et est contrainte par Israël de se déplacer continuellement du Nord au Sud et vice versa, parce qu'elle est frappée, bombardée, tuée, affamée où qu'elle se trouve, la fin d'une Gaza et d'une Cisjordanie palestiniennes approche.

La solution immédiate et à court terme pour échapper à cette véritable extermination programmée n'est malheureusement pas favorable aux Palestiniens. Soit ils sont massacrés, soit ils acceptent d'être déportés vers un pays qui accepte, avec l'accord des États-Unis et d'Israël, de les accueillir, comme c'est le cas pour tous déchets industriels. Pour Israël et son plus grand protecteur, les États-Unis d'Amérique – que ce soient les « démocrates » ou les « républicains » qui occupent la Maison-Blanche –, la Palestine historique, bien que réduite et fragmentée, dessinée sur de vieilles cartes pour les amateurs d'histoire ancienne, devra tôt ou tard changer de nom ; les sionistes l'ont inventé il y a plus d'un siècle : le Grand Israël. L'histoire a toujours été écrite par les vainqueurs des guerres, qui ont changé les noms des pays, des montagnes, des rivières, des mers et des villes, décrétant officiellement la modification ou l'effacement du passé. Les populations autochtones soumises à la domination des vainqueurs ont également souffert de la destruction de leur identité, de leurs traditions et de leur passé ancien.

Le récent épisode concernant le nouveau nom que Trump souhaite donner au golfe du Mexique est révélateur. Le golfe du Mexique, dont le nom provient de la décision des navigateurs et des colonisateurs européens qui ont « découvert » le Nouveau Monde (baptisé Amérique en l'honneur d'Amerigo Vespucci), devrait, selon la volonté de Trump, prendre le nom de golfe d'Amérique, comme Trump l'a officiellement rebaptisé le 25 janvier, en l'honneur du « nouvel âge d'or des États-Unis ». Une formalité qui n'est pour l'instant vala-

ble qu'aux États-Unis ; il reste à voir combien de temps il faudra avant que les deux organismes internationaux chargés de nommer les étendues d'eau de la planète approuvent ce changement, le rendant officiel en vertu du droit international. Mais au-delà des questions juridiques et officielles, il s'agit d'un acte impérialiste des États-Unis par lequel Trump entend changer l'histoire, en l'occurrence celle d'un golfe qui, depuis 1540, s'appelle le golfe du Mexique, anciennement connu sous le nom de « golfe de la Nouvelle-Espagne ». Le gouvernement mexicain n'est naturellement pas d'accord, non seulement parce qu'il porte ce nom depuis près de cinq siècles, mais aussi parce que la majeure partie des eaux du golfe – 829 000 km² – correspond à la zone économique exclusive du Mexique, tandis que les 662 000 km² restants correspondent à celle des États-Unis.

Il n'y a pas de guerre entre les États-Unis et le Mexique, sauf au niveau commercial, contrairement à la guerre entre Israël et le Hamas et l'ensemble du peuple palestinien. Mais une autre question oppose les États-Unis au Mexique : l'immigration clandestine, non seulement des Mexicains, mais aussi des personnes fuyant tous les pays d'Amérique latine pour des raisons de survie économique, politique et sociale, qui, traversant le Mexique, tentent d'entrer aux États-Unis. Ainsi, Trump peut continuer à appeler le golfe du Mexique par son nouveau nom, le golfe d'Amérique, sachant que cela ne vaut que pour la Maison-Blanche et que ce qui compte le plus pour lui, c'est de faire plier le Mexique en faveur des intérêts de l'économie américaine. Pour atteindre cet objectif, insatisfait des accords existants entre les deux pays, il a mis de l'avant des moyens pression par des tarifs douaniers contre le Mexique. En réalité, que le golfe continue à s'appeler golfe du Mexique ou qu'il soit rebaptisé golfe d'Amérique, cela ne changera pas grand-chose entre les États-Unis et le Mexique : les entreprises américaines, en particulier dans les secteurs de l'automobile et de la technologie, continueront à exploiter la main-d'œuvre mexicaine dans des usines situées au Mexique, où les coûts de main-d'œuvre sont beaucoup plus bas qu'aux États-Unis, tout en bénéficiant de l'avantage tiré de distances de transport plus courtes pour les marchandises par rapport à l'Asie du Sud-Est ou à la Chine.

Dans le cas d'Israël et des Palestiniens, la situation est complètement différente. Ici, nous n'avons pas des masses de prolétaires et de personnes dépossédées qui quittent leur « propre » pays pour construire un nouvel avenir

dans un autre pays, économiquement plus fort et socialement « moins » répressif. Les Palestiniens avaient l'intention, et ont toujours l'intention, de continuer à vivre et à se développer sur leur propre terre. Dans les années 1920 et 1930, ils se sont révoltés contre une immigration juive massive encouragée et soutenue par la Grande-Bretagne, qui détenait le mandat impérialiste pour contrôler, après la Première Guerre mondiale et l'effondrement de l'Empire ottoman, une partie du Moyen-Orient, y compris la Palestine. Mais dès le début, l'impérialisme britannique a fait obstacle au mouvement d'autodétermination palestinien et a utilisé contre lui l'immigration juive, dont les racines historiques dans cette terre étaient néanmoins réelles. Pour les Palestiniens, la Seconde Guerre mondiale impérialiste et sa fin n'ont pas changé grand-chose ; en effet, avec la création de l'État d'Israël, la situation n'a cessé de se détériorer. Les événements historiques ont montré que la bourgeoisie palestinienne n'a pas été capable de transformer sa lutte pour l'autodétermination en une véritable révolution nationale, même si elle a entraîné dans son sillage les paysans pauvres et les prolétaires palestiniens ; mais en comptant pour réussir sa lutte nationale sur le soutien des bourgeoisies des autres pays arabes et des puissances impérialistes, elle a scellé son échec complet.

Sur la carte du territoire autrefois appelé Palestine, les frontières entre l'État d'Israël et les territoires habités par les Palestiniens ont été continuellement modifiées à la suite des nombreuses guerres qu'Israël a menées contre les États arabes et les Palestiniens, rendant impossible la définition d'un territoire unifié sur lequel une révolution nationale palestinienne aurait pu ériger son propre État. Au cours des dernières décennies, Israël a encouragé et protégé ses colons dans la saisie de terres, en particulier en Cisjordanie, afin de systématiquement empêcher la formation d'un territoire palestinien unifié. Cela a transformé la Cisjordanie, également appelée les Territoires occupés, en une sorte de fromage suisse truffé de colonies israéliennes. Ces derniers jours, on a appris que le gouvernement Netanyahu avait relancé l'ancien projet israélien E1 : le corridor colonisé qui reliera Jérusalem occupée à Ma'ale Adumim (depuis 50 ans la plus grande colonie israélienne fortifiée de Cisjordanie) et de là à la vallée du Jourdain. Ce projet, soutenu par tous les gouvernements israéliens depuis quarante ans, prévoit la construction de 3 412 logements pour les colons. Ce corridor sera entièrement construit sur le territoire

palestinien, d'où les petites communautés palestiniennes qui y vivent et y cultivent la terre seront expulsées de force. Jérusalem sera ainsi complètement isolée du reste de la Cisjordanie, qui sera coupée en deux par ce corridor : Jénine et Naplouse resteront au Nord, Bethléem et Hébron au Sud. Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances et représentant des nationalistes d'extrême droite, se vantant du soutien de Netanyahu et de Trump, a déclaré que ce projet « enterrait l'idée d'un État palestinien ».

L'Union européenne, qui aurait intérêt à pacifier toute la région afin de maximiser ses activités commerciales et ses échanges avec tous les pays de la région, continue de brandir le petit drapeau des « deux peuples, deux États », tout en sachant parfaitement que ni l'UE ni les États-Unis n'imposeront à Israël la création d'un État palestinien. Une telle imposition, compte tenu de l'opposition totale d'Israël, ne pourrait se faire que par la force militaire ; l'UE et les États-Unis sont à des années-lumière de déclarer la guerre à Israël. Au contraire, ils le soutiennent financièrement, diplomatiquement, politiquement et commercialement – comme le prouve pleinement le commerce lucratif des armes et des technologies militaires de pointe. Les

vants : effacer toute possibilité d'un avenir indépendant pour la population palestinienne, l'asservir aux intérêts capitalistes et impérialistes qui s'entrecroisent au Moyen-Orient, et éliminer toute chance que la radicalisation des groupes palestiniens, générée par les massacres et l'extermination en cours, trouve un exutoire organisé pour résister – même par la lutte armée – à l'oppression terrible à laquelle les Palestiniens sont soumis.

Mais l'opération militaire spéciale menée par Israël depuis 23 mois contre la population de Gaza ne se limite pas aux bombardements et aux déplacements continus des Palestiniens d'une zone à l'autre de la bande de Gaza. À cela s'ajoute un nettoyage ethnique par la famine systématique des masses palestiniennes déjà épuisées, le regroupement de centaines de personnes dans les rares centres de la GHF (Gaza Humanitarian Foundation, Fondation humanitaire de Gaza en français) où très peu de nourriture est distribuée et où les Palestiniens sont pris pour cible par les tirs des soldats et des mercenaires, le blocage des camions transportant de l'eau, de la nourriture, des vêtements, des médicaments, etc., et la destruction de chaque maison, de chaque abri de fortune. La malnutrition est devenue une arme sup-

plémentaire non seulement pour anéantir immédiatement la vie des Palestiniens, mais aussi pour effacer toute possibilité de vie pour les générations futures. La malnutrition, poussée au-delà des niveaux des camps de concentration nazis, entraîne des conséquences non seulement sur les mères d'aujourd'hui, mais aussi sur leurs enfants et les enfants de leurs enfants.

L'assaut contre la capitale, la ville de Gaza – où se concentrent plus d'un million de Palestiniens – semble être la dernière étape de l'occupation israélienne de la bande de Gaza. Avec la chute de Gaza, réduite à un tas de décombres, les Palestiniens perdent aussi leur dernier espoir d'imaginer une fin moins horrible que celle qu'ils vivent actuellement.

Tout cela n'est pas la responsabilité de la seule classe bourgeoise israélienne, mais aussi celle des classes dirigeant-

(Suite en page 14)

« Il Comunista »

N° 188 Agosto-Ottobre 2025
Nell'interno

- Dove va l'Ucraina ?
- Guerra e lotta di classe
- Non è un'impossibile "patria palestinese" l'obiettivo del proletariato palestinese
- 2 agosto 1980. Il terrorismo della controrivoluzione ha colpito ancora: la strage di Bologna
- La Tunisia 15 anni dopo. «Rivoluzione democratica» e dittatura della borghesia
- Sullo sciopero nazionale dei sindacati di base del 22 settembre.
- La teoria della lotta di classe del proletariato contro la classe borghese e contro l'ordine esistente in ogni paese è alla base della lotta per il comunismo. (Rapporti tenuti alla Riunione Generale del 12-13 maggio 2025) :
 - Le posizioni della Frazione del PCd'I all'estero ("Prometeo")
 - 1. Trotsky e la Frazione: parole d'ordine democratiche e partito
 - 2. L'isolamento della Frazione
- Tesi sulla questione cinese, 1964. Rettifica
- La Repubblica Italiana è fondata sui morti di lavoro
- Ennesimo sfratto per il Leonka
- "Lotta Comunista": dal commercio dei principi al puro commercio
- Nessuna mobilitazione in Venezuela per la "difesa della Patria"!
- Cechia. Chiunque vincerà il 3 e 4/10/2025, la borghesia e il capitale ne usciranno vittoriosi.
- Prato: operai in sciopero vengono aggrediti

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €; 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €; 50 CHF; £ 15

E-mail: ilcomunista@pcint.org

L'objectif du prolétariat palestinien n'est pas une impossible «patrie palestinienne»...

(Suite de la page 13)

tes d'autres pays, en particulier celles des pays d'Europe et d'Amérique, tandis que la Russie, la Chine, l'Inde et leur association appelée BRICS ne manifestent aucun intérêt pour un génocide dont le monde entier est témoin. Lorsque le chancelier allemand Merz a déclaré il y a quelque temps qu'il remerciait les Israéliens d'avoir fait le sale boulot que les Européens ne pouvaient se permettre de faire, il n'a fait qu'exprimer la pensée de toutes les bourgeoisies du monde : à savoir, profiter des bouchers israéliens qui non seulement font tout pour anéantir le « terrorisme palestinien » – aujourd'hui identifié au Hamas – mais procèdent avec des méthodes particulièrement cruelles et brutales. Certains dirigeants européens ont déclaré devant les caméras que massacrer des dizaines de milliers de civils, principalement des femmes et des enfants, c'était « trop », « inacceptable » – mais ils ont continué à armer Tel-Aviv jusqu'aux dents et à collaborer, par le biais de leurs universités et institutions scientifiques, avec les universités et institutions israéliennes. L'objectif est d'éradiquer de Palestine toute la population palestinienne, coupable de générer continuellement des masses de « terroristes ».

Et en effet, quel meilleur moyen de lutter contre le « terrorisme palestinien », qui renaît de ses cendres chaque décennie sous de nouveaux noms, qu'un terrorisme bien supérieur, celui perpétré par l'État israélien lui-même, soutenu et appuyé à tous les niveaux par l'impérialisme terroriste le plus puissant au monde, l'impérialisme américain ?

Jusqu'à présent, la classe bourgeoise – non seulement israélienne ou américaine, mais dans tous les pays – a montré et continue de montrer par des faits qu'elle défend ses privilèges, son pouvoir, son système d'exploitation salariale, par tous les moyens, et de plus en plus par des moyens militaires et terroristes. La bourgeoisie sait, par expérience, que le plus grand danger auquel elle peut être confrontée n'est pas une guerre entre États impérialistes, ni même une guerre nucléaire, car même dans le cas d'une telle guerre, elle parviendrait encore à en tirer des bonnes affaires et des profits, sans se soucier du nombre de

centaines de milliers ou de millions d'êtres humains qui seraient massacrés. L'Amérique super-démocratique n'a pas hésité à envoyer ses bombardiers équipés d'armes atomiques au-dessus d'Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août 1945, tout comme la Grande-Bretagne super-démocratique n'a pas hésité à envoyer, entre le 13 et le 15 février 1945, son escadron de bombardiers meurtriers au-dessus de Dresde, rasée par des bombes explosives et incendiaires (au phosphore).

La haine qu'une bourgeoisie peut accumuler envers les bourgeoisies ennemies n'a pas de limites, mais une fois la guerre terminée, les bourgeoisies respectives « font la paix » et recommencent à faire des affaires ensemble en attendant les prochaines crises qui les conduiront à nouveau à la guerre. La haine que chaque classe bourgeoise nourrit envers le prolétariat – envers les masses dont l'exploitation lui permet d'extraire une plus-value et donc des profits – est quant à elle historique, profonde et naturelle, c'est une haine de classe. Cette haine repose sur deux facteurs sociaux décisifs : le premier est immédiat, le second est historique. Le premier réside dans le fait que, pour obtenir des profits plus importants à partir du capital investi, les capitalistes doivent exploiter au maximum la force de travail salariée, augmentant la fatigue et le danger pour la vie des travailleurs à des extrêmes toujours plus grands – ce qui explique pourquoi plus la richesse s'accumule entre les mains des capitalistes, plus le prolétariat s'appauvrit et plus ses conditions de vie se détériorent. Le second concerne la lutte des classes, que le prolétariat a développée, dans des situations historiques spécifiques, jusqu'à la révolution anti-bourgeoise et donc anticapitaliste. Il a démontré non seulement que le pouvoir politique peut être utilisé au profit des besoins vitaux et de l'émancipation de la majorité de la population dans tous les pays du monde, mais aussi que ce pouvoir politique – que nous, communistes, appelons la dictature du prolétariat – est le seul capable de transformer l'économie capitaliste, sur laquelle repose la société bourgeoise, en une économie socialiste. Cela représente le saut historique de toute la société, qui passe d'une division en classes antagonistes à une société sans classes, une société de l'espèce, dans laquelle le but de la production n'est pas le profit capitaliste, mais la satisfaction des besoins sociaux de tous les êtres humains.

En effet, les révolutions de 1848 en Europe, la Commune de Paris de 1871 (première expérience concrète de la dic-

tature du prolétariat), la révolution russe d'octobre 1917 et la formation subséquente de l'Internationale communiste, que tous les prolétaires du monde considéraient comme le phare de la révolution prolétarienne mondiale, sont la démonstration que la lutte de classe du prolétariat est historiquement orientée vers la révolution de l'ensemble du monde capitaliste et bourgeois. Que perdrait la classe bourgeoise si la révolution prolétarienne triomphait ? Le pouvoir politique, bien sûr, et avec lui l'État qui centralise la force militaire pour défendre ses intérêts de classe. Mais pas seulement : elle perdrait son existence en tant que classe dominante, en tant que classe qui s'approprie toute la richesse sociale produite par le travail du prolétariat. En bref, elle disparaîtrait de la surface de la Terre.

Le spectre du communisme qui hantait l'Europe en 1848, comme le rappellent Marx et Engels dans le *Manifeste du parti communiste*, n'a pas disparu. La contre-révolution bourgeoise, renforcée par l'avènement du stalinisme dans les années 1920, a jusqu'à présent réussi à assurer la continuité du pouvoir politique bourgeois et anti-prolétarien pendant cent ans. Cela donne l'impression aux bourgeoisies du monde entier qu'elles sont invincibles, capables d'exercer leur pouvoir avec toute la férocité dont elles sont capables, massacrant des millions de personnes sans défense et détruisant l'environnement avec leur système économique désastreux dans le seul but d'accumuler des profits et du capital. Mais, historiquement, c'est la même impression que toutes les classes dominantes ont eue à différentes époques, de l'esclavage à la féodalité, et dont la classe capitaliste n'a fait qu'hériter. Ce qui surprendra une fois de plus la bourgeoisie et sèmera la terreur dans ses cercles de pouvoir, qu'ils soient publics ou secrets, ce sera la renaissance du mouvement révolutionnaire prolétarien. Un mouvement qui ne naît pas par hasard ou de la volonté d'un « leader visionnaire », mais des fondements économiques mêmes du mode de production capitaliste, dans lequel s'engendre l'antagonisme entre les intérêts généraux de la bourgeoisie et ceux du prolétariat. Et cela non pas dans « un seul pays », mais dans tous les pays du monde, bien qu'avec une force et un timing différent. Le fait historique demeure que la bourgeoisie utilise systématiquement son antagonisme de classe contre le prolétariat dans tous les pays. Cela ne l'empêche pas de rechercher des méthodes de gestion du pouvoir qui lui permettent d'attirer dans son propre champ d'intérêts une partie, voire la plupart, des masses prolétariennes.

nes, surtout lorsque, après de longues et cuisantes défaites dans la lutte révolutionnaire, ces masses se retrouvent sans direction politique de classe et sans organisations de défense économique de classe.

La défaite infligée au niveau mondial par le stalinisme et ses ramifications ultérieures, adaptées aux traditions historiques et sociales de divers pays, a donné au conservatisme bourgeois et capitaliste plusieurs décennies de vie, même si le développement capitaliste se dirigeait – comme le marxisme l'avait prédit dès ses premiers pas – vers des crises économiques, financières, sociales et guerrières de plus en plus graves et profondes.

La férocité de la répression avec laquelle la bourgeoisie israélienne – aujourd'hui incarnée par ses factions d'extrême droite plutôt que par ses factions « de gauche » qui la pratiquaient autrefois – s'en prend à la population palestinienne sous prétexte du « terrorisme » du Hamas, est un autre exemple de la manière dont la classe bourgeoise dominante, face à des crises économiques et sociales toujours plus aiguës et craignant la renaissance du mouvement de classe prolétarien, réagit de

manière préventive en tentant de réprimer tout germe de réaction de classe contenu dans les conditions de vie toujours plus mauvaises des masses prolétariennes et prolétarisées palestiniennes. Que leur réaction face à l'oppression meurtrière qu'ils subissent depuis plus d'un siècle de la part du terrorisme d'État israélien – et à laquelle ils répondent épisodiquement par l'arme classique des opprimés, le terrorisme individuel – ne contamine jamais les masses prolétariennes des autres pays arabes, ni même le prolétariat israélien lui-même, jusqu'à présent uni dans la défense des intérêts spécifiques de sa propre bourgeoisie, qui l'a attiré dans son camp avec des privilèges économiques et sociaux qui ont perduré grâce au soutien des États-Unis. Les États-Unis ont intérêt non seulement à ce que l'État d'Israël se renforce, mais aussi à ce qu'il serve de menace sérieuse et lourdement armée pour tous les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord au cas où l'un de leurs gouvernements aurait l'intention de s'allier aux rivaux impérialistes de Washington.

Le 20 août, Trump a fait une déclaration concernant Netanyahu dans laquelle il a exprimé le véritable sentiment de l'im-

périalisme américain : « *Netanyahu est un homme bon, un héros de guerre, il est comme moi !* » Naturellement, l'extermination de la population civile de Gaza afin de s'emparer des terres où elle vit depuis des siècles – afin de les exploiter de la manière la plus favorable aux profits israélo-américains – devient le moyen nécessaire pour clore une étape importante dans la « solution » impérialiste de la question palestinienne. Prochaine étape : la Cisjordanie...

Alors que Trump joue les « grands hommes d'État » dans le cadre de la guerre en Ukraine, de connivence avec son digne homologue Poutine, avec pour objectif général de faire endosser à ses alliés européens le rôle de va-t-en-guerre sous le prétexte illusoire de contraindre la Russie à accepter leurs « conditions de paix », tandis que lui-même vise le prix Nobel de la paix, il se permet de se réjouir des initiatives militaires exterminatrices d'Israël. De plus, Israël utilise la répression militaire à Gaza – et bientôt en Cisjordanie – comme un terrain d'entraînement réel pour tester les moyens, les stratégies et le rythme les plus efficaces pour occuper tout un ter-

(Suite en page 16)

Le plan Trump pour Gaza : écrasement éternel des Palestiniens

(Suite de la page 1)

agricoles ont été rendues presque impossibles à cultiver, où la pêche est interdite, où chaque famille compte des morts et des blessés ou des malades. Il paraît que Trump aurait forcé Netanyahu au cessez-le-feu; ce qui est sûr est que son plan correspond aux intérêts de l'État hébreu : maintien de l'armée israélienne dans une bonne partie du territoire, désarmement du Hamas et des groupes palestiniens (à l'exclusion sans doute des milices financées par Israël), opposition à toute autodétermination de la population.

Il n'est en effet pas question dans ce **plan néo-colonial** de laisser les Palestiniens décider eux-mêmes de leur sort; Gaza deviendrait un **protectorat** dirigé par une autorité non palestinienne dont Trump serait le président et dont l'ancien premier ministre britannique Tony Blair, proche de Netanyahu, et qui avait été à l'origine du projet de transformer Gaza en « Riviera », en serait le dirigeant effectif. Le territoire serait occupé par une force militaire (peut-être turque et arabe) chargée d'y faire régner l'ordre. Le plan ne parle pas de

la Cisjordanie ni de Jérusalem, c'est-à-dire laisse implicitement s'y continuer la **colonisation** et écarte donc la perspective d'une union de ces territoires avec Gaza, perspective qui a été constamment combattue par Netanyahu y compris en soutenant discrètement le Hamas pour affaiblir l'« Autorité Palestinienne » pourtant on ne peut plus servile.

Ce plan a été entériné par le gouvernement israélien, par le Hamas et les autres organisations de résistance (Djihad Islamique...) qui n'avaient en réalité pas d'autre choix que de capituler; il a été approuvé par les impérialismes occidentaux, la Turquie, les États Arabes, la Russie, la Chine, l'Iran..., bref par les États du monde entier, même par ceux qui avaient « reconnu » un État palestinien plus impossible que jamais. Tous ont acquiescé à ce plan qui veut condamner les Palestiniens à une **mort lente** dans un camp de concentration à ciel ouvert et à un **écrasement éternel**. Il appartiendra aux prolétaires de la région et du monde entier de les secourir en se lançant à l'assaut de l'ignoble ordre impérialiste responsable de leur calvaire.

15/10/2025

Programme communiste

Revue théorique
du parti communiste international

No 108 (Août 2025)

- Un siècle après la première guerre impérialiste mondiale. Les positions marxistes fondamentales sur la guerre et l'antimilitarisme
- Ce n'est pas le nationalisme, mais la lutte pour la révolution prolétarienne communiste qui permettra d'en finir avec les massacres qui n'ont cessé de ponctuer l'histoire du Moyen-Orient au cours des cent dernières années
- Histoire de la Gauche Communiste :
 - o La question du Front Unique. Le Deuxième « Exécutif Elargi » (Moscou, 7-11 juin 1922) (5)
 - o Annexe. « Résolution confidentielle » du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur l'action du Parti Communiste d'Italie (Exécutif Elargi de juin 1922)
- L'intersectionnalité : un réformisme raciste contre la lutte de classe
- La guerre d'Espagne (4). Le programme agraire des organisations ouvrières espagnoles dans la guerre civile (1936-1939)
- Jacques Camatte

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA +
Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 /
Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

L'objectif du prolétariat palestinien n'est pas une impossible «patrie palestinienne»...

(Suite de la page 15)

ritoire et détruire toute résistance. Les gouvernements impérialistes et les grandes entreprises d'armement et de haute technologie lui en sont reconnaissants, tout en réalisant des profits sur le dos de millions d'êtres humains.

Rien de tout cela ne disparaîtra d'un coup d'éponge, ni grâce à des pétitions et des manifestations humanitaires, ni grâce aux déclarations de tel ou tel gouvernement « prenant ses distances », alors que tout reste exactement comme avant. Ce sera la lutte des classes – ce

que le prolétariat doit enfin revendiquer comme sa seule et unique lutte décisive contre toute oppression, toute répression, toutes les guerres bourgeoises. Cette lutte ne vise pas un compromis entre les puissances impérialistes ni une trêve, longue ou courte, dans l'attente d'une nouvelle vague de destruction et de répression. Elle vise l'unité de classe entre les prolétaires, afin que leur lutte inspire la solidarité de classe parmi les prolétaires d'autres pays, en particulier dans les pays impérialistes.

La responsabilité des prolétaires des pays impérialistes, et dans ce cas précis des prolétaires israéliens, est grande : un peuple qui en opprime un autre ne peut jamais être un peuple libre, déclarait Marx. Mais la liberté dont parle le marxisme n'a rien à voir avec la liberté bourgeoise, car cette dernière se réduit à la liberté d'exploiter les masses prolétariennes du monde et les peuples les plus faibles ; la liberté de détruire et de tuer des millions d'êtres

humains dans le seul but de maintenir en vie le système économique et politique du capitalisme.

Les prolétaires vont à nouveau reconquérir leur « espace vital », qui n'est autre que le terrain de la lutte des classes, le seul terrain sur lequel tous les prolétaires du monde peuvent se reconnaître comme une force sociale et révolutionnaire. Cette force est véritablement invincible, car l'histoire est de son côté, même si aujourd'hui, aucune reprise concrète de la lutte des classes n'est encore visible. À la guerre mondiale impérialiste que préparent les bourgeoisies des grandes puissances, le prolétariat – s'il ne veut pas se résigner à devenir de la simple chair à canon – doit répondre en préparant sa propre guerre de classe. Les communistes révolutionnaires, même s'ils sont peu nombreux et présents uniquement dans certains pays, travaillent aujourd'hui pour cet avenir.

21/08/2025

Révoltes au Maroc Le mécontentement populaire se heurte à la répression du régime de Mohammed VI

Depuis plusieurs jours, des milliers de jeunes Marocains descendent dans les rues pour protester contre les conditions économiques et sociales désastreuses dans lesquelles vit la majorité de la population. Ils réclament des améliorations dans le système de santé et dans l'éducation, mais au fond, c'est un mécontentement social profond, accumulé au fil des années, qui éclate aujourd'hui, plaçant la jeunesse à la tête d'un mouvement confronté à la répression de l'État marocain et au silence complice des médias occidentaux.

Le Maroc est caractérisé par un État dirigé d'une main de fer, avec une bourgeoisie soudée autour de la famille royale et un noyau central de celle-ci, le Makhzen, qui impose la terreur comme unique moyen de gouvernement. Sur le plan intérieur, la domination de cette bourgeoisie repose sur un régime de type militaire, garantissant l'exploitation des prolétaires des campagnes et des villes, ainsi que la soumission de larges couches des masses misérables qui survivent grâce à de petites parcelles agricoles, à la pêche, ou encore à la culture du cannabis, à sa transformation et à la contrebande de ses dérivés. De plus, cette classe bourgeoise tire d'énormes profits du pillage systématique du Sa-

hara occidental, où elle maintient la population sahraouie dans des conditions de vie terribles, constamment persécutée et menacée par l'armée, afin de permettre l'exploitation des précieux minerais du sous-sol de la région.

Sur le plan extérieur, depuis l'indépendance proclamée en 1956 sous Mohammed V, le Maroc est resté un allié fidèle des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France, qui voyaient dans ce régime conservateur et autoritaire un rempart contre les mouvements de libération nationale qui secouaient aussi bien le Maghreb que l'Afrique subsaharienne. Ce statut d'allié privilégié des grandes puissances impérialistes euro-américaines a permis au Maroc de garantir sa stabilité interne et de recevoir un soutien dans son projet expansionniste, dont la première étape fut la conquête du Sahara occidental après la Marche verte de 1975, lorsque l'Espagne abandonna la zone. Depuis lors, le Maroc a largement payé en retour l'aide reçue.

D'abord, en se posant comme garant de la paix et de la stabilité vis-à-vis de la Mauritanie et de l'Algérie, considérées comme des pays beaucoup plus instables par les anciennes puissances coloniales et donc comme des sources

de risques pour le contrôle impérialiste de la région. Ensuite, et surtout ces dernières années, en consolidant son rôle d'État tampon, bloquant les grands flux migratoires provenant d'Afrique subsaharienne et visant l'Europe via l'Espagne. L'armée et la gendarmerie marocaines ont montré leur capacité à contenir des dizaines de milliers de migrants sur leur territoire, en créant de véritables centres de détention à ciel ouvert, en échange d'aides financières de l'Union européenne. Il n'est pas étonnant que, lorsque ces aides cessent ou lorsque les relations avec ses partenaires de l'autre côté du détroit de Gibraltar vacillent, le Maroc exerce des pressions en laissant passer des centaines de migrants aux frontières de Ceuta et Melilla. Ainsi, le Maroc est un garant sinistre de la stabilité impérialiste, tant au Maghreb qu'en Europe, rôle qui s'est encore renforcé à l'échelle mondiale, comme en témoigne son importance stratégique dans le soutien à Israël par la signature des accords d'Abraham et la coopération militaire qui s'en est suivie.

Les révoltes actuelles, qui durent depuis trois jours, rappellent celles qui ont secoué le Rif en 2016 et 2017, lorsque des milliers de Rifains, organisés par le mouvement Hirak, sont descendus dans la rue pour exiger des réformes économiques et sociales, bien que ces soulèvements aient eu une forte dimension ethnique et une portée géographique plus limitée. À l'époque, ces révoltes étaient nées dans un contexte d'appauvrissement rapide des masses populaires rifaines, généralement vouées à

l'agriculture de subsistance, conséquence de la crise capitaliste mondiale de 2008-2014. Celles d'aujourd'hui éclatent au moment même où le régime de Mohammed VI proclame haut et fort la prospérité croissante du pays, fruit des aides économiques européennes et d'une certaine reprise de l'industrie manufacturière et agroalimentaire. La vitrine de cette prospérité serait la prochaine organisation de la Coupe du monde de football, événement par lequel le régime entend consacrer son image de pays «moderne» intégré parmi les puissances mondiales.

Mais derrière cette façade de bien-être se cache un profond mécontentement social, qui a poussé des milliers de jeunes à s'affronter à la police pour réclamer des changements. Et ce mécontentement plonge ses racines loin dans le passé. Comme ailleurs, la sortie des crises capitalistes des vingt dernières années s'est faite au prix d'un renforcement brutal de l'exploitation des prolé-

taires, dans son ensemble, revendique seulement des réformes démocratiques, de meilleurs services publics, etc.

Le prolétariat marocain n'a pas une longue existence en tant que classe distincte et ne possède que peu d'expériences de lutte contre la bourgeoisie et son État. Ce sont des luttes méritoires, mais rares, vite étouffées par la répression, accompagnées de quelques concessions que la bourgeoisie concède à certaines couches petites-bourgeoises.

Cependant, le développement capitaliste du Maghreb et de l'Afrique a créé un facteur objectif susceptible d'accélérer la délimitation du terrain de classe : les travailleurs émigrés dans les métropoles. Ces prolétaires, qui partagent travail et logement avec les ouvriers européens, qui constituent la couche la plus appauvrie du prolétariat espagnol ou français, et qui appartiennent en Europe à une classe ouvrière multiethnique et multinationale formant une force de premier ordre, peuvent

des prolétaires occidentaux, tend objectivement à miner ce «bien-être» qui servait d'amortisseur social. De la même manière qu'il est certain que l'avenir de la société capitaliste reviendra à la lutte de classe, car les concessions bourgeoises s'épuisent rapidement, il est clair que cette lutte de classe ne se limitera pas à l'Europe, l'Amérique ou l'Asie : l'immense armée prolétarienne africaine, aujourd'hui reléguée à des conditions précaires, contribuera aussi à étendre la flamme de la révolte aux prolétaires de Marrakech, Nador ou Nouakchott.

Il serait absurde, non matérialiste et même fatal d'exiger du prolétariat qu'il abandonne ces luttes en attendant un combat «pur», ou qu'il renonce à des batailles partielles sous prétexte qu'elles seraient inutiles. Dans cette phase de reflux, la reprise de la lutte prolétarienne passera inévitablement par ces combats, qui n'incarnent pas encore une véritable reprise de la lutte de classe, pour déboucher un jour sur la lutte indépendante. Mais pour que cette marche soit fructueuse, les prolétaires doivent reconnaître clairement les intérêts matériels des classes en conflit, comprendre que ces luttes actuelles ne s'attaquent qu'aux effets et non aux causes, et reconnaître les conditions mêmes de leur émancipation. Ce n'est qu'en tirant les leçons de ces luttes qu'ils pourront briser la toile de la collaboration de classe, conquérir leur indépendance, s'unir et préparer les batailles futures. Ils cesseront alors d'être une classe subordonnée au capital, entreront dans leur propre lutte politique, entraîneront d'autres couches marginalisées et, au sens le plus élevé, deviendront révolutionnaires.

Pour nous, communistes révolutionnaires, qui œuvrons à la reprise de la lutte de classe en développant le travail marxiste du parti, aussi limité qu'il paraisse aujourd'hui, il s'agit de préparer les conditions dans lesquelles cette lutte réapparaîtra. Non comme le fruit de notre volonté, ni comme une conséquence de l'étiquetage «prolétarien» ou «révolutionnaire» de toute convulsion dans le monde bourgeois, mais comme le produit de faits matériels qui poussent et pousseront toujours les classes à une guerre à mort entre elles.

Les prolétaires marocains qui luttent aujourd'hui dans les rues finiront tôt ou tard par rejoindre la grande armée de classe du prolétariat mondial, en combattant toutes les mystifications démocratiques et toutes les illusions de solidarité interclassiste qui les dominent, les abrutissent et les paralysent encore aujourd'hui.

2/10/2025



taires et d'une pression accrue sur les masses les plus pauvres. Le «retour à la normale» des affaires (normale et inévitable jusqu'à la prochaine crise) a reposé sur les épaules des travailleurs salariés, mais aussi des petits agriculteurs et autres, écrasés par une concurrence internationale implacable qui les a réduits à une situation dramatique. Ce sont les jeunes, qui voient leur avenir comme une longue marche de souffrance et de misère alors que le pays se vante de ses «succès», qui ont allumé la mèche de la révolte.

Ce type de soulèvement reflète la dégradation irréversible des conditions de vie de la majorité de la population, en particulier du prolétariat, dont l'exploitation fait tourner toute l'économie capitaliste. Il ressemble à ceux récemment observés au Népal, en Équateur, etc. Il se manifeste comme un ensemble con-

transmettre une tradition de lutte plus large que celle qui existe au Maroc et, en même temps, contribuer à montrer aux ouvriers européens la voie d'un combat plus radical.

Certes, ce prolétariat européen s'est montré depuis des décennies relativement docile vis-à-vis de la bourgeoisie, avec seulement de faibles explosions sociales, et en général soumis aux besoins de la classe dominante. Pendant longtemps, les forces de l'opportunisme politique et syndical, ainsi que les restes des amortisseurs sociaux qui l'ont empêché de tomber dans la misère totale, l'ont maintenu lié à une politique de collaboration avec la bourgeoisie. Mais ces chaînes s'useront peu à peu. L'immigration en est un exemple : l'importation de travailleurs étrangers, dont la bourgeoisie a besoin pour abaisser les conditions de vie et de travail

La Tunisie 15 ans après

«REVOLUTION DEMOCRATIQUE» ET DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

La Tunisie a été présentée comme l'exemple du triomphe de la «révolution démocratique» lors de la vague des dits «printemps arabes» qui avait commencé précisément dans ce pays fin 2010 : l'immolation par le feu d'un marchand ambulant, Mohamed Bouazizi, en protestation contre le harcèlement par les autorités dont il était victime, déclencha des manifestations qui firent boule de neige jusqu'à aboutir à la chute de l'autocrate, Ben Ali.

Mais la population laborieuse tunisienne ne tarda pas à déchanter. Si l'ancien dictateur Bel Ali et son clan ont bien été «dégagés» et une constitution démocratique adoptée, l'économie du pays est restée contrôlée par quelques grands groupes familiaux qui se sont liés aux nouveaux partis au pouvoir, faisant parler de capitalisme «islamo-mafieux». La crise sociale due à l'aggravation des inégalités, du chômage et de la pauvreté alimentée par les difficultés économiques persistantes, a pu cependant être contenue pendant ces années par une combinaison de répression policière et du nouveau jeu démocratique : 9 gouvernements s'étaient succédés jusqu'à l'élection présidentielle de 2019. La désillusion envers les partis au pouvoir, notamment envers le parti islamiste Ennahda – le principal parti depuis la chute de Ben Ali, fut à l'origine de la victoire inattendue et massive à cette élection d'un candidat qui prétendait vouloir être un champion de la lutte anti-corruption, le juriste Kaïs Saïed. Au nom de l'impératif d'en finir avec les querelles entre les partis et d'assurer la stabilité politique et sociale, les nouvelles autorités entreprirent peu à peu un tournant autoritaire ; il se traduisit par un coup d'Etat constitutionnel en juillet 2021 : confronté à un parlement aux mains de l'opposition, fort d'un soutien populaire (manifestation de milliers de ses partisans pour un changement de régime) et de l'armée, Saïed s'attribue les pleins pouvoirs, limoge le gouvernement, suspend le parlement, entame la rédaction d'une nouvelle constitution présidentielle, etc. La nouvelle constitution est adoptée en 2022 avec un score à la Ben Ali (plus de 94% de oui) et Saïed est réélu à la présidence avec plus de 90% des voix en 2024. Mais les chiffres officiels eux-mêmes indiquent que la farce électorale ne fait pas recette : plus de 70% d'abstention...

Depuis le coup d'Etat la répression s'est abattue sur les opposants et le nombre de prisonniers politiques, parfois emprisonnés sans jugements, ou condamnés sous des prétextes fallacieux n'a cessé de croître. Des dizaines d'années de prison ont été récemment prononcées contre des dirigeants de l'opposition sous motifs d'«atteinte à la sûreté de l'Etat» ou de «terrorisme» (1).

Des figures de l'intelligentsia ou de la dite «société civile» démocratique ont été aussi frappées dans le but évident de faire rentrer dans le rang la petite bourgeoisie intellectuelle. Les impérialismes européens qui sont les principaux partenaires économiques de la Tunisie, approuvent de fait la politique autoritaire du régime qui assure une «stabilité» propice aux affaires.

Parce qu'elle ne s'attaque pas à la structure économico-sociale du pays, la «révolution démocratique» n'est jamais autre chose qu'une rénovation de la domination bourgeoise ; et quand il s'agit d'un pays pauvre et en butte à des difficultés multiples, cette domination assume inévitablement un caractère dictatorial marqué.

UNE POLITIQUE ANTI-IMMIGRES FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Le caractère anti-prolétarien du régime de Saïed s'est manifesté avec évidence lorsque le président a repris en février 2023 la rhétorique raciste de l'extrême droite française sur un «grand remplacement» : il a alors dénoncé un «complot» visant à modifier la composition ethnique du pays par des «*hordes de migrants*», «*sources de violence, de crimes et d'actes inacceptables*». En France ce sont les arabes qui sont visés, en Tunisie, ce sont les africains noirs. Dans les deux cas, il s'agit de désigner des bouc-émissaires comme responsables des difficultés sociales de la population et de diviser les rangs prolétariens. Les déclarations présidentielles ont été immédiatement suivies par des expulsions de migrants et des attaques racistes. Après des affrontements à Sfax en juillet 2023 où avaient eu lieu des chasses à l'homme contre les migrants, plusieurs centaines d'entre eux furent abandonnés dans le désert à proximité de la frontière libyenne, pratique devenue courante depuis lors et qui a entraîné la mort de dizaines de personnes.

Le 6 mai 2024 Kaïs Saïed a accusé ceux qui aidaient les migrants d'être «*des traîtres et des agents de l'étranger*», ce qui s'est traduit par des arrestations

de militants et la suspension des activités d'associations de soutien aux immigrés. Les organisations humanitaires ont documenté les mauvais traitements, les agressions sexuelles et les viols subis régulièrement par les migrants (2), y compris leur vente à des organisations libyennes (3)...

Une Convention signée en 2023 fut présentée comme un «*accord stratégique*» de coopération entre l'Union Européenne et la Tunisie ; dans la réalité elle s'est concrétisée uniquement sur la question des migrants, le «*soutien économique*» prévu dépendant d'un accord avec le FMI que refuse jusqu'ici le gouvernement tunisien. L'Union Européenne finance les opérations de police en mer et les expulsions de migrants, approuvant dans les faits les méthodes de Tunisie. La Tunisie a été ainsi déclarée comme étant un «*pays sûr*», c'est-à-dire un pays vers lequel on peut expulser des migrants et des demandeurs d'asile.

REPRESSION ANTI-PROLETARIENNE

La répression n'épargne pas les prolétaires qui font grève, comme les ouvrières d'une usine de chaussure à Metbassa : 24 licenciées et condamnées en novembre 2024 à des peines de prison avec sursis, après une grève de plusieurs centaines d'ouvrières. Mais ce climat répressif ne suffit pas à faire régner l'ordre capitaliste dans une situation de crise économique et sociale qui ne cesse de s'aggraver. Les statistiques ont comptabilisé 1132 «actions de protestation» (et 33 suicides) au premier trimestre 2025 contre 474 l'année précédente (4).

Fin juillet les employés des services de transport public ont mené une grève très suivie de 3 jours après l'échec des négociations de l'UGTT avec le ministère sur les salaires et les conditions de travail. A la suite de cette grève, des «réunions de conciliation» dans les secteurs du transport et de l'agriculture qui devaient avoir lieu les 4 et 5 août ont été annulées par le ministère des Affaires Sociales. Le 7 août quelques dizaines de partisans du gouvernement se sont rassemblés devant le siège de l'UGTT pour demander la dissolution de la centrale et l'arrestation de ses dirigeants qu'ils accusaient de corruption. Le lendemain le président Saïed affirmait que ces derniers devaient «rendre des comptes». L'UGTT a répliqué en organisant une marche de protestation le 21 août contre l'«agression» dont elle avait été victime, marche qui a réuni près de 3000 personnes. Dans son discours Nouredine Taboubi, le secrétaire général du syndicat, a averti qu'une explosion sociale menaçait et qu'il fal-

lait reprendre les négociations salariales de la Fonction Publique interrompues au mois de mai.

Il est clair que les autorités n'entendent pas donner satisfaction aux travailleurs; elles font donc pression sur le syndicat pour qu'il fasse obstacle aux luttes ouvrières. L'UGTT n'est pas un syndicat de classe; elle avait soutenu le coup d'Etat de Kaïs Saïed en 2021 et après les menaces présidentielles elle a annulé la grève prévue dans le secteur aérien. Mais le mécontentement croissant des prolétaires l'a contrainte à durcir le ton pour conserver son influence auprès des prolétaires, ce qui provoque des tensions en son sein avec le courant le plus collaborationniste.

Pour obtenir leurs revendications pressantes dans la situation de crise actuelle, les prolétaires ne peuvent pas se fier aux dirigeants de l'UGTT qui s'inclinent devant le pouvoir comme ils l'ont toujours fait; ils ne pourront malheureusement pas s'appuyer sur la solidarité des prolétaires des pays impé-

rialistes, encore paralysés et égarés par le collaborationnisme politique et syndical comme en témoigne la «solidarité» de l'Intersyndicale française: un simple communiqué lamentable appelant «le gouvernement français, et plus largement les décideurs européens, à condamner les dérives autocratiques du régime de Kaïs Saïed et à dénoncer le mémorandum UE-Tunisie» (5): comme si ces «décideurs» (?) n'étaient pas directement complices des méfaits du régime...

Dans cette lutte de résistance élémentaire, ils ne pourront compter que sur leur propre force de classe.

Mais demain, quand renaîtra la lutte internationale du prolétariat, quand il ne s'agira plus de seulement résister à l'exploitation, d'«améliorer» le capitalisme par des «révolutions démocratiques», mais de renverser tous les pouvoirs bourgeois et d'instaurer à leur place le pouvoir dictatorial du prolétariat, indispensable pour en finir avec le système capitaliste et pour ouvrir la voie à la société

communiste, la solidarité et l'union combattante des prolétaires de tous les pays redeviendront possibles et nécessaires.
10/09/2025

(1) Parmi les condamnés de 4 à 66 ans de prison, le tribunal a inséré l'écrivain français pro-israélien Bernard-Henri Lévy (condamné à 33 ans de prison par contumace) sans que l'on en connaisse les raisons.

(2) <https://www.borderforensics.org/fr/actualites/statetraffickingreport/>

(3) <https://www.theguardian.com/global-development/2024/sep/19/italy-migrant-reduction-investigation-rape-killing-tunisia-eu-money-keirstarmer-security-forces-smugglerstri-mestre-2025/>

(4) <https://www.agenzianova.com/news/tunisia-1132-azioni-di-protesta-e-33-suicidi-nel-primo-5-5> Communiqué du 21/8/25 signé par la CGT, la CFDT, UNSA, FSU et Solidaires.

Explosion sociale à Madagascar

Depuis le jeudi 25 septembre Madagascar est le théâtre de grandes manifestations contre les coupures toujours plus fréquentes et insupportables d'eau et d'électricité, et plus généralement contre les insuffisances criantes des services publics qui souffrent du manque d'investissements de la part du gouvernement, peu intéressé par le sort des masses qui vivent dans des conditions déplorables; contre la corruption, les abus de pouvoir, etc. (1). Les autorités ont répondu aux manifestations par la répression: couvre-feu, interdiction des manifester, etc.; les tirs à balles réelles de la police ont fait «au moins» 20 morts et des centaines de blessés. Cela n'a pas empêché les manifestations au départ circonscrites à la capitale Antananarivo, de continuer et de s'étendre aux autres villes du pays, contraignant le président Rajoelina à limoger le 29/9 le gouvernement (tout en accusant les manifestants d'être payés par l'étranger pour réaliser un coup d'Etat!). Mais la dissolution du gouvernement n'a pas suffi à calmer la colère; les manifestations se sont poursuivies en demandant la démission du président et la tentative de mobiliser les partisans de celui-ci samedi 4 octobre a été un échec. Le groupe informel à l'origine des protestations sur les réseaux sociaux et qui a appelé aux manifestations – Génération z (2) – et d'autres organisations ont lancé dans un communiqué du lundi 6 des appels à une grève générale pour obtenir la chu-

te de Rajoelina et la nomination d'un «président de transition».

Le président Andry Rajoelina – homme d'affaires franco-malgache – avait été élu en 2019 pour un premier mandat avec des promesses de lutte contre les inégalités et la corruption, l'amélioration du sort de la population, la défense des intérêts du pays contre l'emprise des multinationales étrangères (3). Mais les années qui ont suivi ont montré que ces promesses n'étaient que de la poudre aux yeux. Les scandales de corruption ont éclaboussé les proches du président, les inégalités sociales ont continué à se creuser, quelques grands capitalistes comme Mamy Ravatomanga ont accumulé une fortune immense et sont devenus les dirigeants occultes du pays – alors que 75% de la population vit sous le seuil de pauvreté (rapport de la Banque Mondiale de 2024).

Les promesses de Rajoelina avaient rencontré un certain écho en raison du fait qu'il avait été, en tant que maire de la capitale, le dirigeant en 2009 d'un mouvement populaire comprenant manifestations et grève générale (en affirmant: «le peuple reprend le pouvoir!») contre le président Ravalomanana, patron d'un groupe agroalimentaire tentaculaire (Tiko) qui avait mis l'Etat en coupe réglée. La répression sanglante des manifestants anti-gouvernementaux fit plus de 80 morts. En mars 2009 les militaires chassèrent Ravalomanana et nommèrent Rajoelina président de transition,

fonction qu'il occupera jusqu'aux élections de 2013. Rajoelina bénéficiait du soutien appuyé de l'impérialisme français pour qui Ravalomanana était trop proche des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud (4). Si la France n'a plus une position hégémonique dans son ancienne colonie, elle est le premier client du pays devant les Etats-Unis et le Japon, et, selon l'OMC, le premier investisseur devant les Etats-Unis avec près de 300 entreprises. Cependant, elle n'est plus que son quatrième fournisseur derrière la Chine, Oman et l'Inde. Son influence

(Suite en page 20)

«Le marxisme et la Chine»

Brochure n° 12, Editions Programme, «Textes du parti communiste international», Octobre 2024, format A4, 84 pages, Prix : 8 €, 12 CHF

Table des matières

- Introduction
- Particularités de l'évolution historique chinoise («programme communiste»; n° 7; 1959)
- Le mouvement social en Chine («programme communiste»; n° 27, 28, 30, 31, 33, 35, 37; 1964 à 1966) :
 - I. Théorie et principes
 - II. Révolution et contre-révolution : 1924 – 1927
 - III. La question agraire : genèse du «socialisme» chinois
 - IV. La question nationale
 - V. Le développement du capitalisme chinois et la domination impérialiste

Explosion sociale à Madagascar

(Suite de la page 19)

est toujours réelle; elle s'exerce en particulier par la biais militaire et sécuritaire. Un quotidien malgache écrivait ainsi à propos d'une récente manœuvre militaire franco-malgache («Tulipe 2025») « la France (...) qui possède déjà une forte présence militaire à La Réunion et à Mayotte, consolide son influence en entretenant des partenariats de sécurité avec Madagascar. En tout cas, cette collaboration militaire s'inscrit dans une compétition d'influences plus large entre différentes puissances, notamment la Chine (...) » (5)

Les jeunes qui sont le fer de lance du mouvement se sont inspirés de la révolte au Népal : début septembre, malgré une sanglante répression (plus de 80 morts), les manifestants népalais ont provoqué la fuite du gouvernement et la nomination d'un gouvernement intérimaire, après la reprise en mains de la situation par l'armée. Mais le problème à Madagascar comme au Népal ou ailleurs ne se limite pas à **quelques politiciens** ou **groupes corrompus** s'enrichissant au détriment de la population dans son ensemble, mais à la structure économico-sociale du **capitalisme** dans laquelle une **classe sociale** – la **bourgeoisie** – accapare les richesses produites par les travailleurs salariés – les **prolétaires** – et les masses laborieuses – petits paysans, etc. Le remplacement du président à lui seul ne changerait rien à cette situation: c'est à la structure capitaliste et à l'Etat bourgeois qu'il faut s'attaquer, sinon l'explosion sociale la plus puissante ne débouchera que sur le maintien du système: c'est ce qu'a démontré Rajoelina lui-même qui une fois au pouvoir s'est comporté comme l'ancien président contre lequel il avait mené le combat.

Il faudra pour cela une organisation et un parti révolutionnaires qui dirigent la lutte sur des orientations de classe, en union avec les prolétaires des autres pays; la solidarité des prolétaires dans les pays impérialistes – la France au premier chef – sera nécessaire pour s'opposer à leurs interventions en défense de l'ordre bourgeois.

Ce ne peut être une perspective immédiate, tant sont fortes les inévitables croyances démocratiques dans l'union interclassiste du peuple, et même les illusions sur un soutien de la « communauté internationale » (c'est-à-dire les grands Etats impérialistes et leurs organisations internationales). Mais c'est la seule qui peut offrir une issue réelle aux prolétaires et aux masses pauvres mal-

gaches, la seule qui permette que leurs luttes ne soient à nouveau détournées vers un simple ravalement de façade de l'ordre capitaliste.

7/10/2025

PS: Les militaires du CAPSAT (qui avaient été les auteurs du coup d'Etat de 2009), se sont mutinés dimanche 12; ils ont contraint à la démission le premier ministre, un militaire nommé la semaine dernière par le président, et ont désigné un nouveau chef d'état-major de l'armée. Le président Rajoelina, toujours protégé par l'impérialisme français, a été «exfiltré» par les militaires français tandis que son parrain, le grand capitaliste Mamy Ravatomanga se serait enfui à l'île Maurice. Les militaires ont déclaré mardi qu'ils allaient assurer le maintien de l'ordre dans le pays. Les masses qui les acclament aujourd'hui auront tôt fait de réaliser que ces derniers ont agi non pour «protéger le peuple» comme ils disent, mais pour protéger l'**ordre bourgeois**.

13/10/2025

(1) L'absence d'investissements dans l'entreprise publique d'eau et d'électricité, la Jirama, est à l'origine des coupures qui affectent la population pauvre tandis que les bourgeois ont les moyens de se payer des groupes électrogènes.

(2) Voir la page facebook, «generation z Madagascar»: <https://www.facebook.com/profile.php?id=615811757125291>

(3) Une des revendications agitées avec insistance pour démontrer son opposition à l'impérialisme est la restitution des « Iles Eparses », un ensemble d'îles et d'îlots coralliens inhabités autour de Madagascar que le pouvoir gaulliste avait conservé pour des raisons stratégiques. Des négociations s'étaient ouvertes avec la France en 2019, mais elles n'ont pas abouti: l'impérialisme français, en la personne de Macron, a bien voulu rendre quelques reliques pillées par les colonisateurs, mais pas question de rendre les îles: « Ici c'est la France, c'est notre fierté, notre richesse » déclara le président français lors d'une visite sur une de ces îles, le 23/10/2019...

(4) Les Français auraient payé les militaires qui ont porté Rajoelina au pouvoir. Cf *Le Monde Diplomatique*, mars 2012.

(5) cf *midimagasikara*, 4/3/25



Visitez notre
site internet :
[https://
www.pcint.org](https://www.pcint.org)

**Soutenez la presse
internationale du parti !
Souscrivez !**

... «le prolétaire» : Journal bimestriel ... «Programme communiste» : Revue théorique en français ... «il comunista»: Journal bimestriel en italien ... «Quaderni de "il comunista"» : Revue théorique en italien ... «el proletario» : Journal en italien ... «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol ... «Suplemento Venezuela» à «programa comunista» ... «Proletarian» : Supplément en anglais au «prolétaire» ... «Communist Program» : Revue théorique en anglais.

Correspondance :

Pour la France : Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

**SOUSCRIPTION PERMANENTE
Troisième liste 2025**

Aix: 50,00 / Gilbert: 40,00 / J-P: 11,00 / Paris: 2800,00 / Robert: 8,50 / Sandro: 40,00 / Valence: 500,00 / Victor: 90,00
Total liste : 3539,50
Total général : 8071,50

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire» : 7,5 € / 15 CHF / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 CHF / £ 15.

«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 CHF / £ 3 / Amérique latine: US\$ 1,5 / USA et CAN: US\$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 CHF / £ 24 / Amérique latine: US\$ 12 / USA et CAN: US\$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 CHF / £ 1,5.

«el proletario» Le numéro: Europe : 1,5 €, 3 CHF, £ 1,5 / Amérique latine: US\$ 1,5 / USA et CAN: US\$ 2.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 CHF / £ 2 / America latina: US\$ 1,5 / USA et CAN: US\$ 3.

«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 CHF / USA et CAN: US\$ 3

«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 CHF / USA et CAN: US\$ 2